

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 527

4 mars 2013

SOMMAIRE

Cofralux	25251	Easyglas GmbH	25251
Cofralux	25252	Energreen Investment Europe S.A.	25251
Cofralux	25252	European Directories Midco S.A.	25256
Cofralux	25252	European Directories Midco S.à r.l.	25256
Cofralux	25252	FD Electric S.A.	25255
Compacta Investments S.A.	25253	Flandrin Investissements S.A.	25255
Compacta Investments S.A.	25253	Fleurs Schosseler S.à r.l.	25255
Compacta Investments S.A.	25253	Furnimmo S.A.	25255
Compacta Investments S.A.	25254	Hoste International S.A.	25251
Compacta Investments S.A.	25253	Kieger (Luxembourg) SA	25295
Compacta Investments S.A.	25253	Municipal Infrastructure Development	
Compacta Investments S.A.	25252	Fund	25280
Compacta Investments S.A.	25252	Pollux Funds S.A.	25295
Compacta Investments S.A.	25254	Translog S.A.	25250
Compacta Investments S.A.	25254	V Concept Lux	25250
Compacta Investments S.A.	25254	Vodimport S.A.	25250
Compacta Investments S.A.	25254	Wagner Echternach Heizung - Sanitär -	
Compacta Investments S.A.	25254	Elektro S.à r.l.	25250
Compacta Investments S.A.	25253	Wagner Echternach Heizung - Sanitär -	
Compacta Investments S.A.	25280	Elektro S.à r.l.	25250
Diamco	25256	Wagner Echternach Heizung - Sanitär -	
D & Partners S.à r.l.	25255	Elektro S.à r.l.	25250
Easyglas GmbH	25251	WP IX LuxCo II S.à r.l.	25251

Translog S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 133.538.

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013016080/9.

(130018303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

V Concept Lux, Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 107.351.

Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013016087/9.

(130018496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Vodimport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2410 Luxembourg, 166, rue de Reckenthal.

R.C.S. Luxembourg B 76.907.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013016093/9.

(130018442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Wagner Echternach Heizung - Sanitär - Elektro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6450 Echternach, 36, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 138.788.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013016094/9.

(130019065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Wagner Echternach Heizung - Sanitär - Elektro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6450 Echternach, 36, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 138.788.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013016095/9.

(130019066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Wagner Echternach Heizung - Sanitär - Elektro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6450 Echternach, 36, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 138.788.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013016096/9.

(130019067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

WP IX LuxCo II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 110.185.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013016102/9.

(130018267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Easyglas GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5570 Remich, 3, route de Stadtbredimus.

R.C.S. Luxembourg B 102.119.

Les comptes annuels au 30.06.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015676/9.

(130019061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Easyglas GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5570 Remich, 3, route de Stadtbredimus.

R.C.S. Luxembourg B 102.119.

Les comptes annuels au 30.06.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015677/9.

(130019062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Energreen Investment Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 19, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 159.588.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015678/9.

(130018326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Hoste International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 145.905.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015745/9.

(130018855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Cofralux, Société Anonyme.

Siège social: L-4501 Differdange, rue Pierre Gansen.

R.C.S. Luxembourg B 37.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015606/9.

(130018509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Cofralux, Société Anonyme.

Siège social: L-4501 Differdange, rue Pierre Gansen.

R.C.S. Luxembourg B 37.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015607/9.

(130018510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Cofralux, Société Anonyme.

Siège social: L-4501 Differdange, rue Pierre Gansen.

R.C.S. Luxembourg B 37.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015608/9.

(130018511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Cofralux, Société Anonyme.

Siège social: L-4501 Differdange, rue Pierre Gansen.

R.C.S. Luxembourg B 37.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015609/9.

(130018512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Cofralux, Société Anonyme.

Siège social: L-4501 Differdange, rue Pierre Gansen.

R.C.S. Luxembourg B 37.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015610/9.

(130018513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015611/9.

(130018269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015612/9.

(130018270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015613/9.

(130018271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015614/9.

(130018272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015615/9.

(130018273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015616/9.

(130018274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015617/9.

(130018275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015618/9.

(130018276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.2002 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015619/9.

(130018277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.2001 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015620/9.

(130018278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.2000 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015621/9.

(130018279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.1999 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015622/9.

(130018280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.1998 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015623/9.

(130018281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.1997 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015624/9.

(130018282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Flandrin Investissements S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 98.412.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013015006/14.

(130017951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2013.

FD Electric S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9809 Hosingen, Z.A.E.R. Op der Hei.

R.C.S. Luxembourg B 105.891.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013015009/10.

(130018140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2013.

Fleurs Schosseler S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 5, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 112.523.

Les comptes annuels au 8 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013015021/10.

(130018142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2013.

Furnimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 73, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 121.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013015027/10.

(130018149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2013.

D & Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-8437 Steinfert, 66, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 169.791.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015641/9.

(130018479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Diamco, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 3-5, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 110.233.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015655/9.

(130018623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

**European Directories Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. European Directories Midco S.A.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 155.418.

In the year two thousand and twelve, on the 7th day of December.

Before Us, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

European Directories Holdco S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under the number B 155.419, (the "Sole Shareholder").

In the presence of

Leafy S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg and, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 159.681 ("Triton Bidco"); and

Triton Luxembourg GP Eudora S.C.A., a société en commandite par actions incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg and, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 172.943 ("Management SCA").

Triton Bidco and Management SCA shall, hereafter, be referred to as the "Attending Parties".

hereby represented by Mr Arnaud Fostier, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, which, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as above stated, declared that it currently holds all the shares issued by European Directories Midco S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a notarial deed dated 27 August 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No 2259, on 22 October 2010, with registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the trade and companies register under number B 155.418 ("Company"). The Company's articles of incorporation have last been amended by a notarial deed enacted by Maître Marc Loesch, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 7 December 2012, in the course of being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Sole Shareholder, duly represented, being The Sole Shareholder of the Company, took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to create an additional class of shares to be denominated "Class B" shares and increase the Company's share capital by one euro cent (EUR 0.01) so as to raise it from its current amount of forty-nine thousand nine hundred euro (EUR 49,900.-) to an amount of forty-nine thousand nine hundred euro and one euro cent (EUR 49,900.01) divided into four million nine hundred and ninety thousand (4,990,000.-) Class A shares and one (1) Class B share with a par value of one cent (EUR 0.01) each, having the rights described in the articles of incorporation of the Company, as to be set out in the amended and restated articles of incorporation under the twelfth resolution below..

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to issue one (1) Class B share with a par value of one cent (EUR 0.01), having the rights described in the articles of incorporation of the Company, as to be set out in the amended and restated articles of incorporation under the twelfth resolution below, and entitling to dividends as of the date hereof.

Third resolution

Triton Bidco resolved to subscribe to one (1) Class B share having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends.

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

Thereupon now appeared Mr. Arnaud Fostier, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of The Sole Shareholder, prenamed.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of Triton Bidco, prenamed, to one (1) Class B share of the Company with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each and to fully pay this new share as well as a share premium of seven thousand seven hundred and seven euro and eleven cents (EUR 7,707.11) by a contribution in kind of a definite, due and payable claim held by Triton Bidco against the Company and in an amount of seven thousand seven hundred and seven euro and twelve cents (EUR 7,707.12) (the "Contribution").

Triton Bidco acting through its duly appointed attorney in fact declares that it is the sole beneficiary and creditor under the Contribution, that there exist no impediments to its transfer. Proof of the rights of Triton Bidco under the Contribution has been given to the undersigned notary.

Evidence of the existence and the amount of the Contribution has been given to the notary, Triton Bidco and The Sole Shareholder, acting through its duly appointed attorney-in-fact, further declares that the value of the Contribution has been certified at seven thousand seven hundred and seven euro and twelve cents (EUR 7,707.12) in a report dated 7 December 2012 of the auditor (réviseur d'entreprises agréé), Grant Thornton Lux Audit S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 83, Pafebruch, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 43.298, in accordance with article 26-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. A copy of such declaration and report, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the notary shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The person appearing recognized that the new share has been paid up in kind and that the Company is the owner of the aforementioned claim in an amount of seven thousand seven hundred and seven euro and twelve cents (EUR 7,707.12), proof of which is given to the undersigned notary who expressly records this statement.

Thereupon The Sole Shareholder resolved to accept the subscription and payment of the newly issued share as well as its allocation to Triton Bidco.

Fourth resolution

To acknowledge and approve the report of the auditor (réviseur d'entreprise agréé) drafted in accordance with article 26-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, on the said Contribution.

The conclusions of the report state that "Based on our work, no facts came to our attention, which will lead us to believe that the total value of the contribution in kind is not at least corresponding to the number of shares and the nominal value of the Company's shares to be issued, increased by the allocation to the share premium account."

Fifth resolution

The Sole Shareholder and Triton Bidco resolved to increase the Company's share capital by an amount of forty thousand ninety-nine euro and ninety-nine cents (EUR 40,099.99) so as to raise it from its current amount of forty-nine thousand nine hundred euro and one euro cent (EUR 49,900.01) to an amount of ninety thousand euro (EUR 90,000) divided into four million nine hundred and ninety thousand (4,990,000.-) Class A shares and four million ten thousand (4,010,000) Class B shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each, having the rights described in the articles of incorporation of the Company, as to be set out in the amended and restated articles of incorporation under the twelfth resolution below, and entitling to dividends as of the date hereof.

Sixth resolution

The Sole Shareholder and Triton Bidco resolved to issue four million nine thousand nine hundred and ninety-nine (4,009,999) Class B shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each, having the rights described in the articles of incorporation of the Company, as to be set out in the amended and restated articles of incorporation under the twelfth resolution below, and entitling to dividends as of the date hereof.

Seventh resolution

Triton Bidco resolved to subscribe to four million nine thousand nine hundred and ninety-nine (4,009,999) Class B Shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends.

Contributor's Intervention - Subscription -Payment

Thereupon intervenes Triton Bidco, here represented as stated above, declaring to subscribe to the increase in capital.

The payment of the new shares made together with a share premium in the amount of nine million five hundred and eighty six thousand three hundred and ninety-two euro and forty-two cents (EUR 9,586,392.42) has been made by a contribution in cash in the amount of nine million six hundred and twenty-six thousand four hundred and ninety-two euro and forty-one cents (EUR 9,626,492.41).

Evidence of the contribution's existence

Proof of the existence of the payment's has been given to the undersigned notary.

Eighth resolution

The Sole Shareholder and Triton Bidco resolved to create an additional class of shares to be denominated "Class C" shares and increase the Company's share capital by an amount of ten thousand euro (EUR 10,000) so as to raise it from its current amount of ninety thousand euro (EUR 90,000) to an amount of one hundred thousand euro (EUR 100,000) divided into four million nine hundred and ninety thousand (4,990,000.-) Class A shares, four million ten thousand (4,010,000) Class B Shares and one million (1,000,000) Class C shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each, having the rights described in the articles of incorporation of the Company.

Ninth resolution

The Sole Shareholder and Triton Bidco resolved to issue one million (1,000,000) Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of the extraordinary general meeting of the shareholders on the proposed capital increase.

Tenth resolution

Management SCA resolved to subscribe to one million (1,000,000) Class C Shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends.

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes Management SCA, hereby represented as stated above, declaring to subscribe to the increase in capital.

The capital increase as well as a share premium of six million eight hundred and fifty-three thousand six hundred and thirty four euro and eighteen cents (EUR 6,853,634.18) has been fully paid up by a contribution of cash in the amount of six million eight hundred and sixty-three thousand six hundred and thirty four euro and nineteen cents (EUR 6,863,634.19).

Evidence of the contribution's existence

Proof of the payment's existence has been given to the undersigned notary.

Eleventh resolution

The Sole Shareholder, Triton Bidco and Management SCA resolved to change the corporate form of the Company into a private limited liability company ("société à responsabilité limitée").

Twelfth resolution

The Sole Shareholder, Triton Bidco and Management SCA resolved to fully restate the Company's Articles of Incorporation, which shall forthwith read as follows:

Art. 1. Definitions. Affiliate means, in relation to a person (including a person which is a unit trust, investment trust, limited partnership or general partnership):

(i) any general partner, trustee or nominee of that Shareholder or of any fund invested (directly or indirectly) in that Shareholder;

(ii) any manager or adviser or limited partner of that Shareholder or of any fund invested (directly or indirectly) in that Shareholder;

(iii) any other fund or company (including any unit trust, investment trust, limited partnership or general partnership) which is advised by, or the assets of which are managed (whether solely or jointly with others) from time to time by the same person as advises or manages any fund invested (directly or indirectly) in that Shareholder; or

(iv) any other fund or company (including any unit trust, investment trust, limited partnership or general partnership) of which that Shareholder (or any fund invested (directly or indirectly) in that Shareholder), or a general partner, trustee, nominee, manager or adviser of any fund invested (directly or indirectly) in that Shareholder, is a general partner, trustee, nominee, manager or adviser,

provided always that the Management Pooling Vehicle shall not be an Affiliate of any Triton Party.

Articles means the articles of association of the Company as amended from time to time.

Associated Company means, in relation to a person, any holding company, subsidiary or subsidiary undertaking or any other subsidiaries or subsidiary undertakings of any such holding company, in each case of such person, provided always that neither the Management Pooling Vehicle nor any Midco Group Company shall not be an Associated Company of any Triton Party.

Business means the business carried on by the Midco Group from time to time.

Business Day means a day which is not a Saturday or Sunday or a bank or public holiday in Luxembourg or the United Kingdom.

Control means:

(a) the power (whether by way of ownership of shares, proxy, contract, agency or otherwise) to:

(i) cast, or control the casting of, more than 50% of the maximum number of votes that might be cast at a General Shareholder Meeting of the Company; or

(ii) appoint or remove all, or the majority, of the managers or other equivalent officers of the Company; or

(iii) give directions with respect to the operating and financial policies of the Company with which the managers or other equivalent officers of the Company are obliged to comply; and/or

(b) the holding beneficially of more than 50% of the issued share capital of the Company (excluding any part of that issued share capital that carries no right to participate beyond a specified amount in a distribution of either profits or capital).

Encumbrance means any claim, charge, mortgage, lien, option, equity, power of sale, hypothecation, usufruct, retention of title, right of pre-emption, right of first refusal or other third party rights or security interest of any kind or an agreement, arrangement or obligation to create any of the foregoing.

Exit means:

(i) a Flotation;

(ii) the sale of all or substantially all of the shares in the share capital of the Company;

(iii) the disposal by one or more transactions of all or substantially all of the Business of the Midco Group.

Flotation means the admission to listing of any of the shares in the Company on any internationally recognised regulated investment exchange.

General Shareholder Meeting means the general Shareholders meeting of the Company.

Holdco means European Directories Holdco S.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg in the form of a société anonyme, having its registered address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.419.

Holdco Facility means amounts owing by Holdco to the Parent Shareholders pursuant to any agreements that have been entered into by Holdco from time to time.

Holdco Facility Participations means lenders' participations in the Holdco Facility.

Independent Valuer means any of PWC, KPMG, Ernst & Young or Deloitte, or such firm of accountants or financial adviser regularly engaged in providing valuations of that nature as the Board may nominate provided that such person is not an Affiliate of any Triton Party.

Industrial Advisor means any person engaged by a Midco Group Company in an advisory or consultancy capacity to contribute relevant industry expertise, at the request of the Board (following a recommendation from the Remuneration Committee), who is either appointed as a non-executive director of a Midco Group Company or otherwise holds a significant managerial role relating to the operation of a Midco Group Company.

Industry Competitor shall have the meaning as set out in any Shareholders Agreement.

Management Pooling Vehicle means Triton Luxembourg GP Eudora S.C.A., a Luxembourg société en commandite par actions, with registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 172.943.

Midco Group means the Company and its subsidiaries from time to time and Midco Group Company means any of them.

MIP Allocation Percentage means a percentage to be determined as follows:

(i) if all authorised and outstanding limited shares in the Management Pooling Vehicle at the time of the Distribution Event are held by MIP Participants, the MIP Allocation Percentage shall be 15%; and

(ii) if MIP Participants together hold less than the total number of limited shares authorised and outstanding in the Management Pooling Vehicle at the time of the Distribution Event, the MIP Allocation Percentage shall be 15% multiplied by the figure resulting from the division of: (i) the number of limited shares held by all MIP Participants by (ii) the total number of limited shares authorised and outstanding in the Management Pooling Vehicle.

The MIP Allocation Percentage shall at no time exceed 15%. Limited shares in the Management Pooling Vehicle shall at all times be held and transferred in accordance with the MIP Shareholders Agreement and the articles of association of the Management Pooling Vehicle.

MIP Participants means any person (excluding Triton Luxembourg GP, société à responsabilité limitée, and any other Triton Party save for a Triton Party who is also an Industrial Advisor) who holds limited shares in the Management Pooling Vehicle (for the avoidance of doubt, excluding any limited shares held in treasury by the Management Pooling Vehicle).

MIP Shareholders Agreement means any shareholders agreement relating to the Management Pooling Vehicle that may be entered into from time to time between, amongst others, the Management Pooling Vehicle and the MIP Participants, as it may be amended from time to time.

Parent means European Directories Parent S.A., a Luxembourg société anonyme, having its registered address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B155421.

Parent Shareholder means a holder of Parent Shares from time to time.

Parent Shares means any shares in Parent.

Parent Shareholders' Agreement means any shareholders agreement that may be entered into from time to time between the Parent Shareholders and the Parent relating to the conduct of the affairs of the Parent, as it may be amended from time to time.

Persons Acting in Concert means a group of persons who, pursuant to an agreement or understanding (whether formal or informal), actively co-operate to obtain or consolidate direct or indirect Control of the Company.

Remuneration Committee means the remuneration committee which may be established by the Board in accordance with the terms of any Shareholders Agreement.

Sell means with respect to the Class A Shares, the Class B Shares and the Class C Shares or any interest with respect thereto, any of the following: (a) sell, assign, transfer or otherwise dispose of, or grant any option over, any such shares or any interest in such shares; (b) create or permit to subsist any Encumbrance over such shares or any interest in such shares; (c) enter into any agreement in respect of the votes or any other rights attached to any such shares (including under any Shareholders Agreement); or (d) renounce or assign any right to receive any such shares or any interest in such shares and Sold shall be construed accordingly.

Senior Management shall have the meaning as set out in any Shareholders Agreement.

Shareholder means the holder of shares in the Company from time to time and Shareholders means any of them.

Shareholders Agreement means any shareholders' agreement setting out, amongst other things, the rights and obligations of the Shareholders of the Company vis-à-vis the Company, that may be entered from time to time by the Shareholders of the Company and the Company, as it may be amended from time to time.

Stapled Facilities Participations means Holdco Facility Participations.

Triton Bidco means LEAFY S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, with registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B159681.

Triton Party means Triton Bidco, its Affiliates, its Associated Companies, any employee of any of the foregoing and any manager of the Company who is indirectly co-investing in Class B Shares alongside any other Triton Party, provided always that the Management Pooling Vehicle shall not be a Triton Party.

Art. 2. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "European Directories Midco S.à r.l." (the Company).

Art. 3. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties, subsidiaries, or affiliated companies of the Company to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 5. Registered office.

5.1 The registered office is established in Luxembourg.

5.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

5.3 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital. The Company's subscribed share capital is set at EUR 100,000 (one hundred thousand Euro), represented by 4,990,000 (four million nine hundred ninety thousand) shares of class A (the Class A Shares), 4,010,000 (four million ten thousand) shares of class B (the Class B Shares), and 1,000,000 (one million) shares of class C (the Class C Shares) having a nominal value of EUR 0.01 (one Cent) each, and each such class of shares being a Class. For the purpose of these Articles, shares refer to any of the Class A Shares, Class B Shares or Class C Shares.

Art. 7. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole Shareholder or by decision of the General Shareholder Meeting, in accordance with article 18 of these Articles.

Art. 8. Profit sharing. The holders of Class A Shares, Class B Shares, and Class C Shares shall be entitled to distributions, whether by way of dividend distribution, share redemption or otherwise, as set out in articles 22 and 23 of these Articles.

Art. 9. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Transfer of shares.

10.1 In case of a sole Shareholder, the Company's shares held by the sole Shareholder are freely transferable.

10.2 In case of plurality of Shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the General Shareholder Meeting who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the Shareholders.

10.3 The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the Shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving Shareholders.

10.4 The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

10.5 Any transferee of shares must adhere to the Shareholders Agreement prior to the transfer of any shares. Any transfer restrictions on shares by a Shareholder, including any Encumbrance on shares, must be recorded in the share register next to such Shareholder's name. Any transactions made on the shares which were not performed in accordance with the provisions on transfer restrictions set out in these Articles or the Shareholders' Agreement shall not be effective vis-à-vis the Company and the Company shall not record in the share register any such transaction. The relevant Shareholder shall cause any third party who intends to acquire shares to take the appropriate steps and make the appropriate enquiries in order to assess whether any contemplated transfer of shares is subject to transfer restrictions under the Shareholders Agreement.

10.6 Without prejudice to the preceding articles in this article 10, no holder of Class A Shares, Class B Shares, or Class C Shares may Sell any of its shares in the share capital of the Company or any interest in such shares other than in accordance with articles 10.7 to and including 10.13:

10.7 The holders of Class A Shares may not Sell any of their Class A Shares to any person, other than to a Triton Party in accordance with the provisions of article 10.8, or in exercise of its rights pursuant to the tag along or drag along provisions set out in articles 11 and 12.

10.8 The holders of Class A Shares shall be entitled to Sell any Shares held by it to a Triton Party in accordance with the terms of both the Holdco Facility Agreement and the Parent Shareholders' Agreement (a Holdco Transfer), provided that such Holdco Transfer and any wider transaction to be implemented by Holdco, Parent and/or any Parent Shareholder in connection with the Holdco Transfer is permitted by and implemented in compliance with the terms of both the Holdco Facility Agreement and the Parent Shareholders' Agreement.

10.9 The holders of Class B Shares may not Sell any of their Class B Shares which they hold which would result in the Triton Parties and the Management Pooling Vehicle together holding in aggregate less than 50.1 (fifty point one) per cent of the shares in the share capital of the Company, unless it is a sale to a third party of all the shares held by the Triton Parties.

10.10 The holders of Class C Shares may not Sell any of their Class C Shares to any person, other than in exercise of its rights pursuant to the tag along or drag along provisions set out in articles 11 and 12.

10.11 A Shareholder may not Sell any of its shares in the share capital of the Company or any interest with respect thereto to any person that is an Industry Competitor, unless it is a sale to a third party of all shares in the share capital of the Company held by the Triton Parties or is pursuant to an Exit approved by the Shareholders.

10.12 A Triton Party (the First Triton Party) may at any time transfer any of its shares in the share capital of the Company to any other Triton Party (the Second Triton Party) provided that:

(iv) for so long as the First Triton Party remains a Triton Party, the First Triton Party (but not a subsequent transferor in a series of transfers to a Triton Party pursuant to this article 10.12) shall remain a party to the Shareholders Agreement and the Second Triton Party shall appoint the First Triton Party as its representative, agent and/or proxy (as applicable)

for the purposes of exercising any rights as a Shareholder or pursuant to the Shareholders Agreement by the First Triton Party; and

(v) the Second Triton Party shall transfer its shares in the share capital of the Company to another Triton Party immediately if it ceases to be a Triton Party.

10.13 Any sale and/or transfer of Shares shall be on terms that those Shares:

(a) are transferred free from all Encumbrances; and

(b) are transferred with the benefit of all rights attaching to them as at the date of the relevant transfer,

and Holdco shall not be required to give any warranties or representations other than in relation to such matters, title to shares and capacity and authority to enter into the relevant transfer documentation.

Art. 11. Tag along.

11.1 The provisions of article 11.2 and seq. applies in circumstances where a proposed direct or indirect transfer of Shares (whether through a single transaction or series of transactions) by a person or persons (each a Tag Trigger Shareholder) would, if registered, result in:

(a) a bona fide third party purchaser (together with its Associated Companies, Affiliates and Persons Acting in Concert) holding directly or indirectly 30% or more of the Shares in issue; or

(b) an existing holder of shares (together with its Associated Companies, Affiliates and Persons Acting in Concert and, for the avoidance of doubt, any Triton Party which holds any shares shall be considered to be a Person Acting in Concert with the Management Pooling Vehicle) holding directly or indirectly 66% or more the shares in issue,

in each case other than where the compulsory purchase procedure set out in article 12 applies.

11.2 No transfer of shares to which article 11.1 applies shall be made unless:

(a) the proposed purchaser or purchasers (the Proposed Purchaser) have made an offer (the Tag Offer) to each other Shareholder to buy all of the shares held by such Shareholder on the terms set out in this article 11; and

(b) the requirements of this article 11 have been complied with in respect of such Tag Offer.

11.3 The terms of the Tag Offer shall be that:

(a) it shall be open for acceptance (in whole or in part) for not less than 10 Business Days, and shall be deemed to have been rejected if not accepted in accordance with its terms and within the period during which it is open for acceptance;

(b) in respect of a Tag Offer arising as a result of a direct transfer of shares (a Direct Tag) and in respect of a Tag Offer arising as a result of an increased indirect holding of shares, by virtue of direct transfer of Parent Shares or otherwise (an Indirect Tag), the consideration offered by the Proposed Purchaser for each Share will be paid in cash and on financial terms no less favourable to the Shareholder than the financial terms in respect of the proposed transfer of either (i) the shares or (ii) the Parent Shares and Stapled Facilities Participations, that triggered the Tag Offer (or, if more favourable, the financial terms of any other purchase of either (i) shares or (ii) Parent Shares and Stapled Facilities Participations, by the Proposed Purchaser or any of its Associated Companies, Affiliates or Persons Acting in Concert (each a member of the Purchasing Group) in the preceding six months (such purchase being a Relevant Prior Purchase)), and the Tag Offer shall contain full details of any conditions agreed between the Tag Trigger Shareholder(s) and the Proposed Purchaser in relation to the proposed transfer;

(c) if the consideration received or to be received by the Tag Trigger Shareholder(s) (or paid under any Relevant Prior Purchase) includes non-cash consideration and any other Shareholder believes that the Tag Offer is on less favourable financial terms than those terms received or to be received by the Tag Trigger Shareholder(s) (or paid under any Relevant Prior Purchase), such Shareholder may, within 10 Business Days of receipt or deemed receipt of the Tag Offer, request by written notice to the Company (with a copy to the Tag Trigger Shareholder(s), the other Shareholders and the Proposed Purchaser) that the matter be referred to an Independent Valuer who shall be instructed to state in writing their opinion of the market value of the non-cash consideration and whose determination of the matter shall be final and binding on all parties concerned (and which determination shall automatically amend the consideration stated in the Tag Offer in respect of all Shareholders and extend the period for acceptance of the Tag Offer to end 10 Business Days following the notification to the Shareholders of the determination of the Independent Valuer);

(d) it shall include an undertaking by each member of the Purchasing Group that it has not entered (nor will enter) into more favourable terms as to consideration nor has agreed (nor will agree) more favourable terms as to consideration in the case of a Direct Tag with any other Shareholder for the purchase of shares and in the case of an Indirect Tag with any other Parent Shareholder for the purchase of Parent Shares and Stapled Facilities Participations;

(e) any Shareholder, including for the avoidance of doubt Holdco (other than a Tag Trigger Shareholder) who wishes to transfer all or part of its holding of shares to the Proposed Purchaser pursuant to the terms of the Tag Offer (a Tagging Shareholder) shall serve notice on the Proposed Purchaser, with a copy to the Company (the Tag Notice) at any time before the Tag Offer ceases to be open for acceptance (the Tag Closing Date);

(f) subject to article 10.13, no Tagging Shareholder shall be required to give any representations, warranties or indemnities upon the transfer of shares in accordance with this article 11; and

(g) no transfer of any shares shall occur unless all transfers to be made to the Proposed Purchaser by the Tag Trigger Shareholder(s) and the Tagging Shareholders pursuant to this article 11 occur simultaneously.

11.4 For the avoidance of doubt, consideration for the purposes of this article 11 shall be construed as meaning the value or worth of the consideration regardless of the form of the consideration.

11.5. If any Tag Notice is served, the Company shall, subject to article 11.2 (g) above and to the satisfaction or waiver of any conditions agreed between the Tag Trigger Shareholder(s) and the Proposed Purchaser in relation to the proposed transfer of shares that triggered the Tag Offer, determine the time and place on which any sale and purchase of the shares is to be completed, whereupon the Tagging Shareholders shall receive the consideration due for their shares subject to such shares being transferred to the Proposed Purchaser.

11.6 If any Tagging Shareholder does not transfer the shares agreed to be transferred by it in accordance with this article 11, the Tag Offer shall be deemed to be irrevocably withdrawn from such Tagging Shareholder and that Tagging Shareholder shall be deemed to have waived all rights pursuant to this article 11 in respect of such Tag Offer with immediate effect.

Art. 12. Drag along.

12.1 The provisions of article 12.2 and seq. applies in circumstances where a proposed direct or indirect transfer of shares (whether through a single transaction or series of transactions) by a person or persons would, if registered, result in a bona fide third party purchaser (together with its Associated Companies, Affiliates and Persons Acting in Concert) holding directly or indirectly:

(a) in the period from the 30 November 2012 up to and including 31 December 2014, 80% or more of the shares in issue;

(b) in the period from 1 January 2015 up to and including 31 December 2015, 70% or more of the shares in issue; and

(c) at any time from and including 1 January 2016, 60% or more of the shares in issue.

For the purposes of this article 12, a third-party purchaser is a person which is not an Affiliate or Associated Company of the transferor and which is not a Triton Party.

12.2 In circumstances where this article 12 applies pursuant to article 11.2 and subject always to article 12.7 below, the Shareholder(s) (the Drag Trigger Shareholders) whose proposed transfer of shares to a third party purchaser (the Third Party Purchaser) has triggered the application of this article 12, may, by serving a written notice (a Compulsory Sale Notice) on each other Shareholder (including, for the avoidance of doubt, Holdco) (each a Compulsory Seller) copied to the Company, require all Compulsory Sellers to transfer all the shares registered in their name to the Third Party Purchaser (a Drag Transfer).

12.3 The consideration payable by the Third Party Purchaser in respect of any Drag Transfer (the Compulsory Sale Price) shall be paid in cash on financial terms no less favourable to the Compulsory Seller than the financial terms in respect of the proposed transfer of shares that triggered the Compulsory Sale Notice (or, if more favourable, the financial terms of any other purchase of shares by the Third Party Purchaser or any of its Associated Companies, Affiliates or Persons Acting in Concert (each a member of the Third Party Group) in the preceding six months (such purchase being a Relevant Third Party Purchase)).

12.4 If the consideration received or to be received by the Drag Trigger Shareholder(s) (or paid under any Relevant Third Party Purchase) includes non-cash consideration and any Compulsory Seller (including, for the avoidance of doubt, Holdco) believes that the Compulsory Sale Price is on less favourable financial terms than those terms received or to be received by the Drag Trigger Shareholder(s) (or paid under any Relevant Third Party Purchase), such Compulsory Seller may, within 10 Business Days of receipt or deemed receipt of the Compulsory Sale Notice, request by written notice to the Company (with a copy to the Drag Trigger Shareholder(s), the other Compulsory Sellers (including, for the avoidance of doubt, Holdco) and the Third Party Purchaser) that the matter be referred to an Independent Valuer who shall be instructed to state in writing their opinion of the market value of the non-cash consideration and whose determination of the matter shall be final and binding on all parties concerned (and which determination shall automatically amend the Compulsory Sale Price payable to the Compulsory Sellers).

12.5 The Compulsory Sale Notice shall specify a date for completion of the Drag Transfer (the Drag Transfer Completion Date), being a date which is not less than 15 Business Days after the date of the Compulsory Sale Notice (or, if later, the date falling 10 Business Days after determination of the market value of non-cash consideration by the Independent Valuer in accordance with article 12.4 above) and provided that the completion of the proposed transfer of shares which triggered the application of this article 12 shall occur at the same time and place as the Drag Transfer.

12.6 For the avoidance of doubt, consideration for the purposes of this article 12 shall be construed as meaning the value or worth of the consideration regardless of the form of the consideration.

12.7 The shares subject to a Compulsory Sale Notice shall be sold and purchased in accordance with the following provisions:

(a) on or before the Drag Transfer Completion Date, provided that the Third Party Purchaser has put the Company in the requisite cleared funds to satisfy the Compulsory Sale Price or provided reasonable evidence in a form reasonably satisfactory to the Company that such funds will be received on completion of the Drag Transfer, each Compulsory Seller

shall deliver duly executed transfer documentation in respect of its shares which are the subject of the Compulsory Sale Notice, together with the relevant share certificate(s), if any, to the Company;

(b) subject always to receipt of the transfer documentation and share certificates referred to in article 12.7(a) above, on the Drag Transfer Completion Date, the Company shall pay, or shall procure the payment of, to each Compulsory Seller, on behalf of the Third Party Purchaser, the Compulsory Sale Price due to each Compulsory Seller, such payment being made in such manner as is agreed between the Company and that Compulsory Seller and, in the absence of such agreement, by cheque to the postal address notified to the Company by each Compulsory Seller for such purpose and, in default of such notification, to the relevant Compulsory Seller's last known address;

(c) the receipt by the Company of the Compulsory Sale Price shall be a good discharge of the obligations of the Third Party Purchaser, who shall not be bound to see the application of such Compulsory Sale Price;

(d) pending compliance by each Compulsory Seller with its obligations under this article 12, the Company shall hold any funds received from the Third Party Purchaser in respect of the Compulsory Sale Shares on trust for the defaulting Compulsory Seller, without any obligation to pay interest;

(e) if a Compulsory Seller fails to comply with its obligations under article 12.7(a) above the Board may (and shall, if so requested by the Drag Trigger Shareholder) authorise any member of the Board (and each Compulsory Seller hereby irrevocably and severally appoints, as security for its obligations hereunder, any member of the Board so authorised as its attorney for such purpose) to execute, complete and deliver as agent for and on behalf of that Compulsory Seller a transfer instrument to procure a transfer of the relevant shares in favour of the Third Party Purchaser, to the extent that the Third Party Purchaser has, by the Drag Transfer Completion Date, put the Company in cleared funds in an amount equal to the Compulsory Sale Price due in respect of the relevant shares;

(f) the Company shall register the Drag Transfer(s) in the register of shareholders; and

(g) following the Drag Transfer(s), each defaulting Compulsory Seller shall surrender his share certificate(s) relating to the relevant shares (if any) to the Company and the Compulsory Sellers shall be entitled to receive the Compulsory Sale Price from the Company due in respect of their shares transferred on their behalf, without interest.

12.8 Subject to article 10.13, no Compulsory Seller shall be required to give any representation, warranties or indemnities upon transfer of its shares in accordance with this article 12.

Art. 13. Redemption of shares.

13.1 The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

13.2 The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole Shareholder or the General Shareholder Meeting. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the Articles shall apply in accordance with article 18 of these Articles.

Art. 14. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or Bankruptcy of the Shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole Shareholder or of one of the Shareholders will not terminate the Company to an end.

Art. 15. Management.

15.1 The Company is managed by a board of managers (the Board). The Board shall comprise the Triton Managers, the Holdco Investor Manager (subject to article 15.3 below) and any other manager appointed by the General Shareholder Meeting.

15.2 The holders of Class B Shares (acting jointly if there is more than one holder of Class B Shares) may, subject to article 15.8 below, nominate such number of persons for appointment by the General Shareholder Meeting as managers to the Board as it may determine (including, for the avoidance of doubt, any Industrial Advisor) and require any such manager to be removed from office and, if desired, nominate any other person to be appointed in their place. Managers so appointed shall be designated as Triton Managers. A Triton Manager may in addition be designated as a Triton Relevant Manager pursuant to and in accordance with the Shareholders' Agreement for the purpose of the quorum requirements of the Board set out in this article 15. No member of Senior Management nor any other employee of the Midco Group shall be appointed to the Board, unless all the Shareholders approve such appointment at a General Shareholder Meeting.

15.3 For so long as Holdco holds at least 10% of the shares in issue, Holdco may, subject to article 15.8 below, nominate one person for appointment by the General Shareholder Meeting as a manager to the Board and require any such manager to be removed from office and if desired, nominate any other person to be appointed in his place. Any manager so appointed shall be designated as the Holdco Investor Manager.

15.4 The nomination for appointment of a candidate for the position of Holdco Investor Manager proposed in accordance with article 15.3 above shall only be effective if approved in accordance with the Parent Shareholders' Agreement.

15.5 The Holdco Investor Manager's terms of appointment shall include a requirement that he provide the Parent Shareholders with an assessment as to the reasonableness of the information to be/being provided to the Parent Shareholders in line with the reporting requirements set out in the Parent Shareholders' Agreement.

15.6 At no time shall the composition of the Board be such that a majority of that board comprises individuals resident in a single jurisdiction other than Luxembourg. Any appointment of a manager that would lead to a contravention of this article 15.6 shall not be made.

15.7 The managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the General Shareholder Meeting, adopted by Shareholders owning more than half of the share capital.

15.8 The General Shareholder Meeting may at any time dismiss and replace any manager of the Company. The requirement provided for in article 191 of the Companies Act whereby managers may be removed for legitimate reasons only shall not apply. Managers must be removed by the General Shareholder Meeting in accordance with the Shareholders' Agreement.

15.9 In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 15 have been complied with.

15.10 All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the General Shareholder Meeting fall within the power of the Board.

15.11 The Company shall be bound by the joint signature of any two managers.

15.12 Any two managers may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The delegating managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

15.13 The Board may also delegate part of its powers to one or more committees. Committees to which the Board delegates any of its powers must follow procedures which are based as far as they are applicable on those provisions of the articles which govern the taking of decisions by Board. However, notwithstanding the preceding sentence, the Board may make rules of procedure for all or any committees.

15.14 No business shall be transacted at any meeting of the Board unless a quorum is present at the time when the meeting proceeds to business and remains present during the transaction of business. For a Board meeting to be quorate, at least half of the managers (including no fewer than two Triton Managers, of whom at least one is a Relevant Triton Manager, and, if a Holdco Investor Manager has been appointed, one Holdco Investor Manager) must be present and for the avoidance of doubt a Manager shall be regarded as present for the purposes of the quorum if represented by a Replacement Manager (as defined in article 15.23). If a quorum is not present within half an hour of the time appointed for the meeting or ceases to be present, the manager(s) present shall adjourn the Board meeting to a specified place and time not less than one week after the original date, where the same quorum requirements shall apply save that, where the quorum was not met as a result of the Holdco Investor Manager not being present at the initial meeting, no Holdco Investor Manager shall be required for the meeting to be quorate. Notice of the adjourned Board meeting shall be given to all the managers (to such address(es) as each manager may notify to the Company from time to time) by the manager(s) present at the adjourned meeting.

15.15 The resolutions of the Board shall be adopted by the majority of the managers present or represented, and taking into account special consent requirements set out in the Shareholders' Agreement.

15.16 A chairman pro tempore of the Board may be appointed by the Board for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the Board for which he has been appointed. The Board will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting. In the case of a tied vote, the chairman or the chairman pro tempore, as the case may be, shall not have a casting vote.

15.17 A meeting of the Board can be convened by any two managers jointly.

15.18 Written notice of any meeting of the Board will be given to all managers (to such address(es) as each manager may notify to the Company from time to time), in writing or by telefax, electronic mail (e-mail), or by any other means of communication allowing for the transmission of text, at least 10 (ten) Business Days in advance of such meeting.

15.19 Within three Business Days of the date of such notice, any manager may propose an item for inclusion in the agenda for the meeting of the Board, together with a related draft resolution to be proposed at such board meeting.

15.20 The meeting of the Board shall be formally convened in writing or by telefax, electronic mail (e-mail), or by any other means of communication allowing for the transmission of text (to such address(es) as each manager may notify to the Company from time to time) by the relevant managers who had sent the initial written notice pursuant to article 15.18 at least two Business Days before its is scheduled to take place and the managers of the Company shall be provided with the detailed agenda of the meeting, together with (i) an indication of whether there are any matters which may be reserved to the Board or to the Shareholders of the Company by virtue of any Shareholders Agreement, and (ii) the most recent management accounts of the Company and any relevant board papers. A shorter notice period may be given if the Investor Holdco Manager and one Triton Manager agree to a shorter period.

15.21 No business may be transacted at a meeting of the Board other than business referred to in the agenda circulated to managers pursuant to the above paragraph, save with the unanimous consent of all of the managers of the Company.

15.22 Notice for a Board meeting may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held

at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board. No meeting of the Board may be held in the United Kingdom.

15.23 Each Triton Manager and each Investor Holdco Manager may appoint another manager (a Replacement Manager) for any specified meeting of a Board by granting a power of attorney to such Replacement Manager and serving notice of such appointment on the Company in order to be represented at that meeting. Such Replacement Manager may exercise the votes of the Triton Manager or the Investor Holdco Manager, as the case may be, who has appointed him in accordance with the power of attorney granted to him and subject to applicable law.

15.24 Exceptionally, a manager may also participate in a meeting of the Board by conference call (by video or telephone), provided that (i) each manager who participates in the meeting is able to (a) hear each of the other participating managers addressing the meeting, and (b) if he so wishes, address each of the other participating managers simultaneously, whether directly, by conference telephone or by any other form of communication equipment or by a combination of such methods, and (ii) such manager is not physically present in the United Kingdom. The participation by a manager in a meeting by conference call (by video or telephone), or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held in Luxembourg provided that the conference call has been opened in Luxembourg.

15.25 The decisions of the Board will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the Board, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

15.26 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the Board held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 16. Liability of the managers. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 17. General meetings of the Shareholders.

17.1 An annual General Shareholder Meeting shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

17.2 Other General Shareholder Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

17.3 As long as the Company has no more than twenty-five (25) Shareholders, resolutions of Shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the Shareholders. In this case, each Shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 18. Shareholders' voting rights, Quorum and Majority.

18.1 The sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Shareholder Meeting.

18.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by Shareholders owning more than half of the share capital.

18.3 However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority in number of the Shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 19. Conflicts of interest.

19.1 A manager shall recuse himself from, and abstain from voting in, any meeting or part of a meeting of the board of the Company that shall consider a matter in which he (directly or indirectly) has a personal interest (provided that no manager shall be deemed to have a personal interest solely by virtue of his connection with any Triton Party, any Parent Shareholder or any Shareholder, including as a result of any financial interest in such party).

Art. 20. Financial year. The Company's financial year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 21. Financial statements.

21.1 Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the Board prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

21.2 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Appropriation of profits, Reserves, and Repayment of share capital.

22.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital.

22.2 The annual General Meeting shall decide on the allocation of the remainder of the annual net profits in accordance with the rules regarding distributions set out in the article 22.3 below.

22.3 Any distribution, whether by dividend, share redemption or otherwise, to be made by the Company to the Shareholders on or in respect of their shares (a Distribution Event), whether out of profits and/or distributable reserves (including share premium) available for that purpose, shall be allocated between the Shareholders as follows:

(a) the Class C Shares shall, as a Class, be entitled to receive an amount equal to such percentage of the aggregate amount to be distributed in respect of the Distribution Event as is equal to the MIP Allocation Percentage (the C Share Entitlement);

(b) the Class A Shares shall, as a Class, be entitled to receive an amount equal to 49.9% of the aggregate amount of the Distribution Event available for distribution after subtraction of the C Share Entitlement;

(c) the Class B Shares shall, as a Class, be entitled to receive an amount equal to 50.1% of the aggregate amount of the Distribution Event available for distribution after subtraction of the C Share Entitlement; and

(d) the holders of each Class of Shares shall be entitled to participate in those proceeds of a Distribution Event which are to be distributed in respect of that Class, pro rata to the number of shares they hold within that Class.

Where any shares are transferred from one person to another or redesignated as a different Class, the rights attaching to each Class in respect of any Distribution Event, as set out in this article 22.3 shall be unaffected.

22.4 The Board may decide to pay interim dividends in accordance with the distribution provisions provided under article 22.3 out of the profits and distributable reserves (including share premium) of the Company.

22.5 Any repayment of share capital of the Company following a share capital reduction of the Company shall be made to the Shareholders, pro rata to the number of shares they hold in the share capital of the Company.

Art. 23. Liquidation.

23.1 At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

23.2 Under the liquidation of the Company, the surplus assets of the Company available for distribution among Shareholders shall be distributed in accordance with the rules on distributions set out in article 22.3, by way of advance payments or after payment (or provisions, as the case may be) of the Company's liabilities.

Art. 24. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) Shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 25. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Thirteenth resolution

The Sole Shareholder, Triton Bidco et Management SCA resolved to approve the appointment of and approve that the board of managers of the Company is from now on composed of the following managers, the term "Triton Manager" having the meaning ascribed to it in the articles of incorporation of the Company, each of them being appointed for an unlimited duration:

1. Hannu Syrjanen, with his professional address at Hietalahdenranta 15 A 4, Helsinki 00180, Finland, as Triton Manager;
2. Timo Leino, with his professional address at Limingantie 5, 00560 Helsinki, Finland, as Triton Manager;
3. Jyrki Lee Korhonen, with his professional address at Roslagsgatan 13B, 11355 Stockholm, Sweden, as Triton Manager;
4. Marco Sodi, with his professional address at 29, Charles Street, London, W1J 5DT, United Kingdom, as Triton Manager;
5. Patrick L.C. van Denzen, with his professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, as manager;
6. David Anderson, with his professional address at 11 a Elm Park Lane, SW3 6DD, London, United Kingdom, as manager; and
7. Robert van't Hoeft, with his professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, as manager.

Costs and Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately seven thousand five hundred euro (EUR 7,500.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the appearing party's proxy holder, who is known to the notary by his/her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le septième jour du mois de décembre,

Par devant Nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

European Directories Holdco S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 155.419, (l'«Actionnaire Unique»).

En présence de

Leafy S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 159.681 («Triton Bidco»); et

Triton Luxembourg GP Eudora S.C.A., une société en commandite par actions constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 172.943 («Management SCA»).

Triton Bidco et Management SCA seront ci-après dénommés les «Parties Présentes».

représentées par Mr. Arnaud Fostier, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration qui, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré qu'elle détient actuellement toutes les actions émises par European Directories Midco S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg par acte notarié en date du 27 Août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2259 le 22 octobre 2010, ayant son siège social à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 155.418 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié en date du 7 décembre 2012, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, en sa qualité d'Actionnaire Unique de la Société, a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique a décidé de créer une catégorie d'actions supplémentaires, nommée actions de «catégorie B» et d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un centime (EUR 0,01) neuf centimes (EUR 17.899,99), afin d'augmenter son montant actuel de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euro (EUR 49.900.-) à quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euro et un centime (EUR 49.900,01) divisé en quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix mille (4.990.000.-) actions de catégorie A et une (1) action de catégorie B, d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune et conférant les droits et privilèges tels que décrits dans les statuts de la Société.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique a décidé d'émettre une (1) action de catégorie B avec une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01), conférant le mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux actions existantes et donnant droit aux dividendes.

Troisième résolution

Triton Bidco a décidé de souscrire à une (1) action de catégorie B avec une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01), conférant le mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux actions existantes et donnant droit aux dividendes.

Intervention de l'apporteur - Souscription - Paiement-

Ensuite a comparu Mr Arnaud Fostier, susmentionné, agissant ès qualité de mandataire dûment autorisé par les Actionnaires et les Souscripteurs, susmentionné, en vertu des procurations susmentionnées.

Le comparant déclare souscrire, au nom et pour le compte de Triton Bidco, susmentionné, à une (1) action de catégorie B avec une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) et de libérer cette action par un apport en nature d'un consistant en une créance certaine, liquide et exigible détenue par Triton Bidco sur la Société, d'un montant de sept mille sept cent sept euro et douze centimes (EUR 7.707,12) (l'«Apport»).

Triton Bidco, pré-mentionné, représenté par son mandataire dûment autorisé, déclare être l'unique bénéficiaire et créancier quant à l'Apport en nature, qu'il n'existe aucune restriction quant à son libre transfert et qu'il s'agit d'une créance certaine, liquide et exigible et que des instructions valables ont été données pour réaliser toutes les notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport en nature à la Société.

Preuve de l'existence et du montant de l'Apport a été donnée au notaire, Triton Bidco et l'Actionnaire Unique, représenté par son mandataire dûment autorisé, déclare que le montant de la créance a été certifié à sept mille sept cent sept euro et douze centimes (EUR 7.707,12) dans un rapport émis en date du 7 décembre 2012 par le réviseur d'entreprises agréé, Grant Thornton Lux Audit S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de

Luxembourg, ayant son siège social à 83, Pafebruch, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 43298, conformément à l'article 26-1 de la loi coordonnée du 10 Août 1915 sur les Sociétés commerciales. Une copie de la déclaration et du report, signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire sera annexée au présent acte afin de procéder aux formalités d'enregistrement.

Le comparant reconnaît que l'action nouvelle a été payée en nature et que la Société détient la propriété de la créance susmentionnée d'un montant de sept mille sept cent sept euro et douze centimes (EUR 7.707,12), preuve de cette créance a été donnée au notaire qui a expressément enregistré cette déclaration.

Ensuite l'Actionnaire Unique a accepté la souscription et le paiement des actions nouvellement émises ainsi que leur attribution à Triton Bidco.

Quatrième résolution

L'Actionnaire Unique a accusé réception des conclusions du rapport du réviseur d'entreprises agréé rédigé conformément à l'article 26-1 de la loi coordonnée du 10 Août 1915 sur les Sociétés Commerciales sur lesdits apports.

Ce rapport énonce que "Based on our work, no facts came to our attention, which will lead us to believe that the total value of the contribution in kind is not at least corresponding to the number of shares and the nominal value of the Company's shares to be issued, increased by the allocation to the share premium account."

Cinquième résolution

L'Actionnaire Unique et Triton Bidco ont décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quarante mille quatre-vingt-dix-neuf euro et quatre-vingt-dix-neuf centimes (EUR 40.099,99), afin d'augmenter son montant actuel de à quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix euro et un centime (EUR 49.900,01) divisé en quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix mille (4.990.000.-) à quatre-vingt-dix mille euro (EUR 90.000) divisé en quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix mille (4.990.000.-) actions de catégorie A et quatre millions dix mille (4.010.000) actions de catégorie B, d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune et conférant les droits et privilèges tels que décrits dans les statuts de la Société.

Sixième résolution

L'Actionnaire Unique et Triton Bidco ont décidé d'émettre quatre millions neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (4.009.999) actions de catégorie B avec une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01), conférant le mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux actions existantes et donnant droit aux dividendes à compter de la date de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire sur l'augmentation de capital proposée.

Septième résolution

Triton Bidco a décidé de souscrire à quatre millions neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (4.009.999) actions de catégorie B avec une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01), conférant le mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux actions existantes et donnant droit aux dividendes.

Intervention de l'apporteur - Souscription - Paiement

Ensuite a comparu Triton Bidco, représenté comme déclaré ci-dessus, déclarant souscrire à l'augmentation de capital.

L'augmentation de capital ainsi que la prime d'émission de neuf million cinq cent quatre-vingt-six mille trois cent quatre-vingt-douze euro et quarante-deux centimes (EUR 9.586.392,42) ont été libérées entièrement par un apport en numéraire de neuf millions six cent vingt-six mille quatre cent quatre-vingt-douze euro et quarante-un centimes (EUR 9.626.492,41).

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve du paiement et de l'existence a été donnée au notaire.

Huitième résolution

L'Actionnaire Unique et Triton Bidco ont décidé de créer une catégorie d'actions supplémentaires, nommée actions de «catégorie C» et d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de dix mille euro (EUR 10.000.-), afin d'augmenter son montant actuel de quarante-vingt-dix mille (EUR 90.000.-) à un montant de cent mille euro (EUR 100.000.-) divisé en quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix mille (4.990.000.-) actions de catégories A, quatre millions dix mille (4.010.000.-) actions de catégorie B et un million (1.000.000.-) d'actions de catégorie C, d'une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune et conférant les droits et privilèges tels que décrits dans les statuts de la Société.

Neuvième résolution

L'Actionnaire Unique et Triton Bidco ont décidé d'émettre un million (1.000.000) d'actions de catégorie C avec une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01), conférant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux actions existantes et donnant droit aux dividendes à compter de la date de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire sur l'augmentation de capital proposée

Dixième résolution

Management SCA a décidé de souscrire à un million (1.000.000) d'actions de catégorie C avec une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01), conférant le mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux actions existantes et donnant droit aux dividendes.

Intervention de l'apporteur - Souscription - Paiement

Ensuite a comparu Mr Maxime Bertomeu-Savalle, représenté comme indiqué ci, susmentionné, agissant es qualité de mandataire dûment autorisé par les Actionnaires et le Souscripteur, susmentionné, en vertu des procurations susmentionnées.

L'augmentation de capital ainsi que la prime d'émission de six millions huit cent cinquante-trois mille six cent trente-quatre euro et dix-huit centimes (EUR 6.853.634,18) ont été libérées entièrement par un apport en numéraire de six millions huit cent soixante-trois mille six cent trente-quatre euro et dix-neuf centimes (EUR 6.863.634,19).

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence du paiement a été donnée au notaire.

Onzième résolution

L'Actionnaire Unique, Triton Bidco et Management SCA ont décidé de modifier la forme sociale de la Société en société à responsabilité limitée.

Douzième résolution

L'Actionnaire Unique, Triton Bidco et Management SCA ont décidé de modifier les statuts de la Société comme suit:

Art. 1^{er}. Définitions. Affilié, désigne, en relation avec une personne (y compris un Associé ou de tout fonds investi (directement ou indirectement) dans cet Associé;

(ii) tout gérant ou conseiller ou associé commanditaire de cet Associé ou de tout fonds investi (directement ou indirectement) dans cet Associé;

(iii) tout autre fonds ou société (y compris tout fonds commun de placement, société de placement, société en commandite ou société en nom collectif) qui est conseillé par, ou dont les actifs sont gérés (que ce soit seul ou conjointement avec d'autres) de temps à autre par la même personne que celle qui conseille ou gère un fonds investi (directement ou indirectement) dans cet Associé; ou

(iv) tout autre fonds ou entité (y compris tout fonds commun de placement, société de placement, société en commandite ou société en nom collectif) dont cet Associé (ou tout fonds investi (directement ou indirectement) dans cet Associé), ou un associé commandité, fiduciaire, personne désignée, gérant ou conseiller d'un fonds investi (directement ou indirectement) dans cet Associé, est un associé commandité, fiduciaire, personne désignée, gérant ou conseiller,

à condition toutefois que le Véhicule de Mise en Commun de Gestion ne soit pas un Affilié d'une Partie Triton.

Statuts désigne les statuts de la Société tels que modifiés de temps à autre;

Société Apparentée désigne en relation avec une personne, une société holding, filiale ou filiale d'entreprise ou des filiales ou filiales des entreprises de ladite société holding, dans chaque cas de cette personne, à condition que ni le Véhicule de Mise en Commun de Gestion, ni aucune Société du Groupe Midco ne soit une Société Apparentée d'une Partie Triton.

Activités désigne les activités réalisées par le Groupe Midco de temps à autre;

Jour Ouvrable désigne un jour qui n'est ni un samedi ni un dimanche, ni un jour férié au Luxembourg ou au Royaume-Uni;

Contrôle désigne:

(a) le pouvoir (que ce soit via la propriété de parts sociales, par procuration, contrat, mandat ou autre) de:

(i) voter, ou contrôler l'expression de plus de 50% du nombre maximum de votes susceptibles d'être exprimés lors d'une Assemblée Générale des Associés de la Société; ou

(ii) nommer ou révoquer l'ensemble ou la majorité des gérants ou autres cadres équivalents de la Société; ou

(iii) donner des directives à l'égard des politiques opérationnelles et financières de la Société auxquelles les gérants ou autres cadres équivalents de la Société sont tenus de se conformer; et /ou

(b) la détention véritable de plus de 50% du capital social émis de la Société (à l'exception d'une partie de ce capital social émis qui ne confère pas le droit de participer au-delà d'un montant déterminé à une distribution sous forme de bénéfices ou de capital).

Charge désigne tout(e) créance, droit grevant, hypothèque, privilège, option, capitaux propres, puissance de vente, nantissement, usufruit, réserve de propriété, droit de préemption, droit de premier refus ou autres droits de tierces parties ou sûretés de toute nature ou un accord, un arrangement ou une obligation de créer tout ce qui précède.

Sortie désigne:

(i) une Admission en Bourse;

(ii) la vente de l'intégralité ou de la majeure partie des parts sociales dans le capital social de la Société;

(iii) la cession, via une ou plusieurs transactions, de l'ensemble ou de la majeure partie des Activités du Groupe Midco.

Admission en Bourse désigne l'admission à la cotation des parts sociales de la Société auprès d'un organisme boursier réglementé internationalement reconnu.

Assemblée Générale des Associés désigne l'assemblée générale des Associés de la Société.

Holdco désigne European Directories Holdco S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 155.419.

Financement de Holdco désigne les montants dus par Holdco aux Actionnaires de la Société Mère en vertu des accords qui ont été conclus de temps à autre par Holdco.

Participations du Financement de Holdco désigne les participations des prêteurs au niveau du Financement de Holdco.

Expert Indépendant désigne quiconque de PwC, KPMG, Ernst & Young ou Deloitte, ou tout cabinet d'experts-comptables ou conseiller financier régulièrement mandaté pour fournir des évaluations de cette nature que le Conseil peut nommer, à condition que ladite personne ne soit pas un Affilié d'une Partie Triton.

Conseiller en Industrie désigne toute personne engagée par une Société du Groupe Midco à titre de consultant ou de conseiller pour offrir son expérience de l'industrie concernée, à la demande du Conseil (suite à une recommandation du Comité de Rémunération), qui est soit nommée administrateur non-exécutif d'une Société du Groupe Midco ou occupe un rôle important de gestion relatif au fonctionnement d'une Société du Groupe Midco.

Concurrent de l'Industrie a le sens qui lui est donné dans toute Convention d'Actionnaires.

Véhicule de Mise en Commun de Gestion désigne Triton Luxembourg GP Eudora S.C.A., une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 172.943.

Groupe Midco désigne la Société et de temps à autre ses filiales, et Société du Groupe Midco désigne l'une d'entre elles.

Pourcentage d'Allocation MIP désigne un pourcentage déterminé comme suit:

(i) si toutes les actions de commanditaire existantes et autorisées du Véhicule de Mise en Commun de Gestion au moment de l'Événement de Distribution sont détenues par des Participants MIP, le Pourcentage d'Allocation MIP sera de 15 %; et

(ii) si des Participants MIP détiennent ensemble moins du nombre total d'actions de commanditaire existantes et autorisées du Véhicule de Mise en Commun de Gestion au moment de l'Événement de Distribution, le Pourcentage d'Allocation MIP sera de 15 % multiplié par le chiffre résultant de la division du: (i) nombre d'actions de commanditaire détenu par l'ensemble des Participants MIP par (ii) le nombre total d'actions de commanditaire existantes et autorisées du Véhicule de Mise en Commun de Gestion.

Le Pourcentage d'Allocation MIP ne doit en aucun cas être supérieur à 15 %. Les actions de commanditaire du Véhicule de Mise en Commun de Gestion doivent à chaque fois être détenues et cédées conformément à la Convention d'Actionnaires MIP et aux statuts du Véhicule de Mise en Commun de Gestion.

Participants MIP désigne toute personne (à l'exception de Triton Luxembourg GP, société à responsabilité limitée, et de toute autre Partie Triton sauf dans le cas d'une Partie Triton qui est également un Conseiller en Industrie) qui détient des actions de commanditaire du Véhicule de Mise en Commun de Gestion (pour écarter tout doute, à l'exception des actions de commanditaire auto-détenues par le Véhicule de Mise en Commun de Gestion).

Convention d'Actionnaires MIP désigne toute convention d'actionnaires relative au Véhicule de Mise en Commun de Gestion susceptible d'être conclue de temps à autre par, entre autres, le Véhicule de Mise en Commun de Gestion et les Participants MIP, telle que modifiée de temps à autre.

Société Mère désigne European Directories Parent S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 155.421.

Actionnaire de la Société Mère désigne un propriétaire d'Actions de la Société Mère de temps à autre.

Actions de la Société Mère désigne les actions de la Société Mère.

Convention d'Actionnaires de la Société Mère désigne toute convention d'actionnaires susceptible d'être conclue de temps à autre par les Actionnaires de la Société Mère et la Société Mère à l'égard de la conduite des affaires de la Société Mère, telle que modifiée de temps à autre.

Personnes Agissant de Concert désigne un groupe de personnes qui, en vertu d'une convention ou d'un accord (formel ou informel), collaborent activement afin d'obtenir ou de renforcer le Contrôle direct ou indirect de la Société.

Comité de Rémunération désigne le comité de rémunération qui peut être créé par le Conseil conformément aux dispositions d'une Convention d'Associés.

Vendre désigne, par rapport aux Parts Sociales de Classe A, aux Parts Sociales de Classe B et aux Parts Sociales de Classe C ou à tout intérêt s'y rapportant, une des significations suivantes: (a) vendre, céder, transférer ou autrement aliéner, ou accorder toute option sur, ces parts sociales ou tout intérêt s'y rapportant; (b) créer ou permettre de laisser

subsister tout Engagement sur ces parts sociales ou tout intérêt s'y rapportant; (c) conclure tout accord en ce qui concerne les votes ou tous autres droits attachés à ces parts sociales (y compris en vertu d'une Convention d'Associés); ou (d) renoncer ou céder le droit de recevoir de ces parts sociales ou tout intérêt s'y rapportant, et Vendu doit être interprété dans le même sens.

Direction Générale a le sens qui lui est donné dans toute Convention d'Associés.

Associé désigne le propriétaire de parts sociales dans la Société de temps à autre et Associés désigne l'ensemble d'entre eux.

Convention d'Associés désigne toute convention d'associés prévoyant, entre autres, les droits et obligations des Associés de la Société à l'égard de la Société, susceptible d'être conclue de temps à autre par les Associés de la Société et la Société, telle que modifiée de temps à autre.

Participations de Financements Combinées désigne les Participations au Financement de Holdco.

Triton Bidco désigne LEAFY S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 159.681.

Partie Triton désigne Triton Bidco, ses Affiliés, ses Sociétés Apparentées, tout employé de l'une de ces entités ainsi que tout gérant de la Société qui est indirectement co-investisseur en Parts Sociales de Classe B avec toute autre Partie Triton, à condition toutefois que le Véhicule de Mise en Commun de Gestion ne soit pas une Partie Triton.

Art. 2. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée dénommée «European Directories Midco S.à r.l.» (la Société).

Art. 3. Objet social. L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité à des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer dans la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des droits de propriété intellectuelle, pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer. La Société peut octroyer des licences et des droits de propriété intellectuelle de toute origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dette sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris le produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes, de filiales ou de sociétés affiliées afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y inclus mais sans restriction, la gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, financièrement, par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Siège social.

5.1 Le siège social est établi à Luxembourg.

5.2 Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire de ses Associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du conseil de gérance de la Société.

5.3 La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital social souscrit de la Société est fixé à 100.000 EUR (cent mille euros), représenté par 4.990.000 (quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix mille) parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A), 4.010.000 (quatre millions dix mille) parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B) et 1.000.000 (un million) parts sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C) d'une valeur nominale de 0,01 EUR (un centime d'euro) chacune, chacune de ces classes de parts sociales étant désignée comme une Classe. Pour les besoins des présents Statuts, parts sociales désigne les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B ou les Parts Sociales de Classe C.

Art. 7. Modifications du Capital social. Le capital social peut être modifié à tout moment via une décision de l'Associé unique ou de l'Assemblée Générale des Associés, conformément à l'article 18 des présents Statuts.

Art. 8. Distribution des Bénéfices. Les détenteurs de Parts Sociales de Classe A, de Parts Sociales de Classe B et de Parts Sociales de Classe C auront le droit de percevoir des distributions, que ce soit sous la forme d'une distribution de dividendes, du rachat de parts sociales ou autre, conformément aux dispositions des articles 22 et 23 des présents Statuts.

Art. 9. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Transfert de Parts sociales.

10.1 En cas d'Associé unique, les parts sociales de la Société détenues par l'Associé unique sont librement cessibles.

10.2 En cas de pluralité d'Associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'Assemblée Générale des Associés représentant au moins trois quarts du capital social de la Société. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre Associés.

10.3 La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les Associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux Associés survivants.

10.4 Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

10.5 Tout cessionnaire de parts sociales doit adhérer à la Convention d'Associés avant toute cession de parts sociales. Toutes les restrictions à la cession de parts sociales par un Associé, y compris toute Charge sur des parts sociales, doivent être consignées dans le registre de parts sociales à côté du nom de l'Associé concerné. Toutes les transactions en relation avec des parts sociales et qui n'ont pas été réalisées conformément aux dispositions relatives aux restrictions de transfert prévues par les présents Statuts ou par la Convention d'Associés ne doivent pas avoir de conséquence sur la Société et la Société ne doit pas enregistrer lesdites transactions dans le registre de parts sociales. L'Associé concerné devra faire en sorte qu'une tierce partie ayant l'intention d'acquérir des parts sociales prenne les mesures appropriées et entreprenne les démarches nécessaires afin d'évaluer si une cession envisagée des parts sociales est soumise à des restrictions de transfert dans le cadre de la Convention d'Associés.

10.6 Sans préjudice des articles précédents du présent article 10, aucun titulaire de Parts Sociales de Classe A, de Parts Sociales de Classe B ou de Parts Sociales de Classe C ne peut Vendre une quelconque de ses parts sociales dans le capital social de la Société ou de tout intérêt dans lesdites parts sociales autrement qu'en conformité avec les articles 10.7 à et y compris 10.13.

10.7 Les titulaires de Parts Sociales de Classe A ne peuvent pas Vendre leurs Parts Sociales de Classe A à une personne, autre qu'à une Partie Triton conformément aux dispositions de l'article 10.8, ou dans l'exercice de ses droits en vertu des dispositions de cession obligatoire ou de cession prévues aux articles 11 et 12.

10.8 Les titulaires de Parts Sociales de Classe A ont le droit de Vendre les Parts Sociales qu'ils détiennent à une Partie Triton en conformité avec les termes de l'Accord de Financement de Holdco et de la Convention d'Actionnaires de la Société Mère (une Cession Holdco), à condition que cette Cession Holdco et toute transaction à caractère plus large devant être réalisée par Holdco, la Société Mère et/ ou tout Actionnaire de la Société Mère en relation avec la Cession de Holdco soit autorisée et réalisée conformément aux termes de l'Accord de Financement de Holdco et de la Convention d'Actionnaires de la Société Mère.

10.9 Les titulaires de Parts Sociales de Classe B ne peuvent pas Vendre les de Parts Sociales de Classe B qu'ils détiennent, ce qui aurait pour conséquence que les Parties Triton et le Véhicule de Mise en commun de Gestion détiendraient ensemble au total moins de 50,1 (cinquante virgule un) pour cent des parts sociales dans le capital social de la Société, sauf s'il s'agit d'une vente à une tierce partie de la totalité des parts sociales détenues par les Parties Triton.

10.10 Les titulaires de Parts Sociales de Classe C ne peuvent pas Vendre les Parts Sociales de Classe C qu'ils détiennent à quiconque, autre que dans l'exercice de leurs droits en vertu des dispositions de cession obligatoire ou de cession prévues aux articles 11 et 12.

10.11 Un Associé ne peut Vendre aucune de ses parts sociales dans le capital social de la Société ni aucun intérêt qui y est attaché à quiconque qui serait un Concurrent de l'Industrie, sauf s'il s'agit d'une vente à une tierce partie de l'ensemble des parts sociales du capital social de la Société détenues par les Parties Triton ou en vertu d'une Sortie approuvée par les Associés.

10.12 Une Partie Triton (la Première Partie Triton) peut à tout moment céder ses parts sociales dans le capital social de la Société à toute autre Partie Triton (la Deuxième Partie Triton) à condition que:

(i) aussi longtemps que la Première Partie Triton reste une Partie Triton, la Première Partie Triton (mais pas un cédant ultérieur dans le cadre d'une série de cessions à une Partie Triton conformément au présent article 10.12) restera une partie à la Convention d'Associés et la Deuxième Partie Triton désigne la Première Partie Triton comme son représentant, agent et/ ou mandataire (le cas échéant) aux fins de l'exercice de ses droits en tant qu'Associé ou en vertu de la Convention d'Associés par la Première Partie Triton; et

(ii) la Deuxième Partie Triton devra immédiatement céder ses parts sociales dans le capital social de la Société à une autre Partie Triton si elle cesse d'être une Partie Triton.

10.13 Toute vente et/ ou cession des Parts Sociales est assujettie aux modalités que ces Parts Sociales:

(a) sont cédées libre de toute Charge; et

(b) sont cédées avec le bénéfice de tous les droits qui y sont attachés à la date de la cession en question, et Holdco ne sera pas tenue de donner des garanties ou représentations autres que par rapport à ces questions, droits sur parts sociales et capacité et autorité de conclure la documentation pertinente relative à cette cession.

Art. 11. Cocession.

11.1 Les dispositions de l'article 11.2 et suiv. s'appliquent dans des circonstances où une cession directe ou indirecte de Parts Sociales (qu'il s'agisse d'une transaction unique ou d'un enchaînement de transactions) par une ou plusieurs personne(s) (chacune étant un Associé Déclenchant la Cocession) se traduirait, si elle est enregistrée:

(a) par un acquéreur tiers de bonne fois (ensemble avec ses Sociétés Apparentées, Affiliés et Personnes Agissant de Concert) détenant directement ou indirectement 30 % ou plus des Parts Sociales émises; ou

(b) par un détenteur existant de parts sociales (ensemble avec ses Sociétés Apparentées, Affiliés et Personnes Agissant de Concert et, pour écarter tout doute, toute Partie Triton qui détient des parts sociales doit être considérée comme étant une Personne Agissant de Concert avec le Véhicule de Mise en Commun de Gestion) détenant directement ou indirectement 66%% ou plus des parts sociales émises,

dans chaque cas autre que dans les cas où la procédure d'achat obligatoire décrite à l'article 12 s'applique.

11.2 Aucune cession de parts sociales régie par l'article 11.1 ne peut avoir lieu sauf si:

(a) le ou les acheteur(s) envisagé(s) (l'Acheteur Proposé) ont fait une offre (l'Offre de Cocession) à chaque autre Associé d'acheter la totalité des parts sociales détenues par ledit Associé selon les termes du présent article 11; et

(b) les conditions du présent article 11 ont été respectées à l'égard de ladite Offre de Cocession.

11.3 Les termes de l'Offre de Cocession doivent être les suivants:

(a) elle sera soumise pour acceptation (en tout ou en partie) pendant au moins 10 Jours Ouvrables, et sera réputée avoir été rejetée si elle n'est pas acceptée conformément à ses modalités et dans le délai pendant lequel elle est soumise pour acceptation;

(b) par rapport à une Offre de Cocession résultant d'un transfert direct de parts sociales (une Cocession Directe) et par rapport à une Offre de Cocession résultant d'une détention indirecte croissante de parts sociales, en vertu d'un transfert direct d'Actions de la Société Mère ou autre (une Cocession Indirecte), la contrepartie offerte par l'Acheteur Proposé pour chaque Part Sociale sera payée en numéraire et selon des modalités financières non moins favorables à l'Associé que les modalités financières du transfert envisagé soit (i) des parts sociales ou (ii) des Actions de la Société Mère et des Participations de Financements Combinées ayant déclenché l'Offre de Cocession (ou si elles sont plus favorables, les modalités financières de tout autre acquisition soit (i) de parts sociales ou (ii) d'Actions de la Société Mère et des Participations de Financements Combinées, par l'Acheteur Proposé ou l'une de ses Sociétés Apparentées, Affiliés ou Personnes Agissant de Concert (chacune étant un membre du Groupe d'Acquisition) dans les six mois précédents (ladite acquisition constituant un Achat Préalable Pertinent)), et l'Offre de Cocession devra comporter tous les détails des conditions convenues entre le ou les Associé(s) Déclenchant la Cocession et l'Acheteur Proposé par rapport à la cession envisagée;

(c) si la contrepartie reçue ou sur le point de l'être par le ou les Associé(s) Déclenchant la Cocession (ou versée dans le cadre d'un Achat Préalable Pertinent) comporte une contrepartie en nature et que tout autre Associé estime que l'Offre de Cocession est présentée selon des modalités financières moins favorables que celles liées à l'Offre de Cocession reçue ou sur le point de l'être par le ou les Associé(s) Déclenchant la Cocession (ou versée dans le cadre d'un Achat Préalable Pertinent), ledit Associé peut, dans les 10 Jours Ouvrables suivant la réception ou supposée réception de l'Offre de Cocession, demander par écrit à la Société (en adressant une copie à ou aux Associé(s) Déclenchant la Cocession, aux autres Associés et à l'Acheteur Proposé) que l'affaire soit confiée à un Expert Indépendant qui sera mandaté pour émettre un avis écrit quant à la valeur de marché de l'apport en nature et dont la résolution de l'affaire sera définitive et contraignante pour toutes les parties concernées (ladite résolution ayant pour effet de modifier automatiquement la contrepartie mentionnée dans l'Offre de Cocession par rapport à tous les Associés et d'étendre la période d'acceptation de l'Offre de Cocession qui prendra fin 10 Jours Ouvrables après la notification aux Associés de l'estimation réalisée par l'Expert Indépendant);

(d) elle doit comporter l'engagement en vertu duquel chaque membre du Groupe d'Acquisition certifie ne pas avoir contracté (ni ne contractera) des modalités financières plus favorables par rapport à la contrepartie, ni avoir convenu (ou convenir) de dispositions plus favorables par rapport à la contrepartie dans le cas d'une Cocession Directe avec un autre Associé pour l'acquisition de parts sociales et, dans le cas d'une Cocession Indirecte avec un autre Actionnaire de la Société Mère pour l'acquisition d'Actions de la Société Mère et de Participations de Financements Combinées;

(e) tout Associé, y compris pour écarter tout doute Holdco (autre qu'un Associé Déclenchant la Cocession) souhaitant céder la totalité ou une partie des parts sociales qu'il détient à l'Acheteur Proposé selon les dispositions de l'Offre de Cocession (un Associé Cocédant) doit présenter une notice à l'Acheteur Proposé en adressant une copie à la Société (la Notice de Cocession) à tout moment avant l'expiration du délai d'acceptation de l'Offre de Cocession (la Date de Clôture de la Cocession);

(f) sous réserve de l'article 10.13, aucun Associé Cocédant ne sera tenu de remettre des déclarations, garanties ou indemnités lors de la cession de parts sociales conformément au présent article 11; et

(g) aucune cession de parts sociales n'interviendra sauf si l'ensemble des transferts devant être effectués au bénéfice de l'Acheteur Proposé par le ou les Associé(s) Déclenchant la Cocession et les Associés Cocédants en vertu du présent article 11 ont lieu simultanément.

11.4 Pour écarter tout doute, la contrepartie pour les besoins du présent article 11 sera interprétée comme correspondant à la valeur de la contrepartie quelle qu'en soit la forme.

11.5 Si une Notice de Cocession est présentée, la Société doit, sous réserve de l'article 11.2(g) ci-dessus et pour autant que les conditions convenues entre le ou les Associé(s) Déclenchant la Cocession et l'Acheteur Proposé par rapport à la cession de parts sociales envisagée ayant déclenché l'Offre de Cocession aient été respectées ou levées, déterminer l'heure et le lieu auxquels la vente et l'achat de parts sociales aura lieu, après quoi les Associés Cocédants recevront la contrepartie due pour leurs parts sociales pour autant que ces parts sociales aient été transférées à l'Acheteur Proposé.

11.6 Si un Associé Cocédant ne transfère pas les parts sociales qu'il était convenu de transférer conformément à l'article 11, l'Offre de Cocession sera réputée être irrévocablement retirée audit Associé Cocédant et cet Associé Cocédant sera réputé avoir renoncé à tous les droits en vertu du présent article 11 par rapport à cette Offre de Cocession avec effet immédiat.

Art. 12. Cession obligatoire.

12.1 Les dispositions de l'article 12.2 et suiv. s'appliquent dans des circonstances où une cession directe ou indirecte de parts sociales (qu'il s'agisse d'une transaction unique ou d'un enchaînement de transactions) par une ou plusieurs personne(s) se traduirait, si elle est enregistrée, par un acquéreur tiers de bonne fois (ensemble avec ses Sociétés Apparentées, Affiliés et Personnes Agissant de Concert) détenant directement ou indirectement:

- (a) durant la période du 30 novembre 2012 au 31 décembre 2014 inclus, 80 % ou plus des parts sociales émises;
- (b) durant la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 inclus, 70 % ou plus des parts sociales émises; et
- (c) à tout moment à partir du 1^{er} janvier 2016 inclus, 60 % ou plus des parts sociales émises.

Pour les besoins du présent article 12, un acheteur tierce partie est une personne qui n'est ni un Affilié ni une Société Apparentée du cédant et qui n'est pas une Partie Triton.

12.2 Dans des circonstances où le présent article 12 s'applique en vertu de l'article 11.2 et toujours sous réserve de l'article 12.7 ci-dessous, le ou les Associé(s) (les Associés Déclenchant la Cession Obligatoire) dont la cession de parts sociales proposée à un acheteur tierce partie (l'Acheteur Tierce Partie) a déclenché l'application du présent article 12, peuvent, en remettant une notice écrite (une Notice de Vente Obligatoire) à chaque autre Associé (y compris, pour écarter tout doute, Holdco) (chacun un Vendeur Forcé) et en adressant une copie à la Société, exiger que tous les Vendeurs Forcés cèdent toutes les parts sociales enregistrées sous leur nom à l'Acheteur Tierce Partie (une Cession Obligatoire).

12.3 La contrepartie due par l'Acheteur Tierce Partie pour toute Cession Obligatoire (le Prix de Vente Obligatoire) sera payée en numéraire selon des modalités financières non moins favorables au Vendeur Obligatoire que les modalités financières du transfert de parts envisagé ayant déclenché la Notice de Vente Obligatoire (ou, si elles sont plus favorables, les modalités financières de tout autre acquisition de parts sociales par l'Acheteur Tierce Partie ou l'une de ses Sociétés Apparentées, Affiliés ou Personnes Agissant de Concert (chacune étant un membre du Groupe Tierce Partie) dans les six mois précédents (ladite acquisition constituant un Achat Tierce Partie Pertinent)).

12.4 Si la contrepartie reçue ou sur le point de l'être par le ou les Associé(s) Déclenchant la Cession Obligatoire (ou versée dans le cadre d'un Achat Tierce Partie Pertinent) comporte une contrepartie en nature et qu'un Vendeur Forcé (y compris, pour écarter tout doute, Holdco) estime que le Prix de Vente Obligatoire est présenté selon des modalités financières moins favorables que celles liées au Prix de Vente Obligatoire perçu ou devant l'être par le ou les Associé(s) Déclenchant la Cession Obligatoire (ou versé dans le cadre d'un Achat Tierce Partie Pertinent), ledit Vendeur Forcé peut, dans les 10 Jours Ouvrables suivant la réception ou supposée réception de La Notice de Vente Obligatoire, demander par écrit à la Société (en adressant une copie à ou aux Associé(s) Déclenchant la Cession Obligatoire, aux autres Vendeurs Forcés (y compris, pour écarter tout doute, Hldco) et à l'Acheteur Tierce Partie) que l'affaire soit confiée à un Expert Indépendant qui sera mandaté pour émettre un avis écrit quant à la valeur de marché de l'apport en nature et dont la résolution de l'affaire sera définitive et contraignante pour toutes les parties concernées (ladite résolution ayant pour effet de modifier automatiquement le Prix de Vente Obligatoire dû aux Vendeurs Forcés).

12.5 La Notice de Vente Obligatoire doit mentionner une date d'achèvement pour la Cession Obligatoire (la Date d'Achèvement de la Cession Obligatoire), ladite date devant intervenir au moins dans les 15 Jours Ouvrables après la date de la Notice de Vente Obligatoire (ou, dans le cas où ce serait plus tard, la date tombant 10 Jours Ouvrables après la détermination de la valeur de marché de la contrepartie en nature par l'Expert Indépendant conformément à l'article 12.4 ci-dessus) et pour autant que l'achèvement de la cession de parts sociales envisagée ayant déclenché l'application du présent article 12 survienne à la même heure et au même endroit que la Cession Obligatoire.

12.6 Pour écarter tout doute, la contrepartie pour les besoins du présent article 12 sera interprétée comme correspondant à la valeur de la contrepartie quelle que soit la forme de cette dernière.

12.7 Les parts sociales faisant l'objet d'une Notice de Vente Obligatoire doivent être vendues et achetées selon les dispositions suivantes:

(a) avant ou à la Date d'Achèvement de la Cession Obligatoire, pour autant que l'Acheteur Tierce Partie ait mis à la disposition de la Société les fonds compensés en vue d'acquitter le Prix de Vente Obligatoire ou pour autant qu'il ait été attesté de façon raisonnable sous une forme jugée acceptable par la Société que ces fonds seraient reçus une fois la Cession Obligatoire achevée, chaque Vendeur Forcé doit remettre à la Société l'ensemble de la documentation de transfert signée relative aux parts sociales faisant l'objet de la Notice de Vente Obligatoire, ainsi que les certificats de parts sociales concernés, le cas échéant;

(b) à la Date d'Achèvement de la Cession Obligatoire, toujours sous réserve de la réception des documents relatifs à la cession et des certificats de parts sociales mentionnés à l'article 12.7(a) ci-dessus, la Société devra payer ou veiller au paiement, à chaque Vendeur Forcé, au nom de l'Acheteur Tierce Partie, du Prix de Vente Obligatoire dû à chaque Vendeur Forcé, ledit paiement devant être effectué de la manière convenue entre la Société et ledit Vendeur Forcé et, en l'absence d'un tel accord, par chèque libellé à l'adresse postale notifiée à la Société par chaque Vendeur Forcé à cette fin et, si cette adresse n'a pas été notifiée, à la dernière adresse connue du Vendeur Forcé concerné;

(c) la réception par la Société du Prix de Vente Obligatoire constitue une décharge valable des obligations de l'Acheteur Tierce Partie, qui ne sera pas tenu de veiller à l'application dudit Prix de Vente Obligatoire;

(d) tant que chacun des Vendeurs Forcés n'aura pas rempli les obligations qui lui incombent en vertu du présent article 12, la Société devra garder en fiducie pour le compte du Vendeur Forcé Défaillant tous les fonds reçus de l'Acheteur Tierce Partie en rapport avec les Parts Sociales faisant l'objet de la Vente Obligatoire, sans aucune obligation de verser des intérêts;

(e) si un Vendeur Forcé ne remplit pas ses obligations en vertu de l'article 12.7(a) ci-dessus, le Conseil peut (et doit, si l'Associé Déclenchant la Cession Obligatoire en fait la demande) autoriser tout membre du Conseil (et chaque Vendeur Forcé désigne alors, individuellement et de manière irrévocable, à titre de sécurité pour ses obligations qui en découlent, tout membre du Conseil ainsi autorisé en tant que mandataire à cette fin) pour exécuter, terminer et remettre en sa qualité d'agent pour et au nom de ce Vendeur Forcé un instrument de transfert en vue d'obtenir une cession des parts sociales concernées en faveur de l'Acheteur Tierce Partie, dans la mesure où l'Acheteur Tierce Partie a, à la Date d'Achèvement de la Cession Obligatoire, mis les fonds compensés à dispositions de la Société pour un montant équivalent au Prix de Vente Obligatoire dû pour les parts sociales concernées;

(f) la Société doit consigner le(s) Cession(s) Obligatoire(s) dans le registre des associés; et

(g) à l'issue de la (des) Cession(s) Obligatoire(s), chaque Vendeur Forcé défaillant devra remettre à la Société son (ses) certificat(s) relatifs aux parts sociales concernées (le cas échéant) et les Vendeurs Forcés seront habilités à recevoir de la Société le Prix de Vente Obligatoire dû pour leurs parts sociales cédées en leur nom, sans intérêt.

12.8 Sous réserve de l'article 10.13, aucun Vendeur Forcé ne sera tenu de donner des déclarations, garanties ou indemnités lors de la cession de ses parts sociales conformément au présent article 12.

Art. 13. Rachat de Parts sociales.

13.1 La Société est habilitée à acquérir des parts sociales au sein de son propre capital pour autant qu'elle dispose en suffisance des fonds et réserves distribuables à cet effet.

13.2 L'acquisition et la cession par la Société de parts sociales détenues par elle au sein de son propre capital social doivent avoir lieu en vertu d'une résolution de et selon les termes et dispositions déterminés par l'Associé unique ou l'Assemblée Générale des Associés. Les conditions de quorum et de majorité applicables en matière de modifications des Statuts seront d'application conformément à l'article 18 des présents Statuts.

Art. 14. Décès, Suspension des Droits civils, Faillite ou Déconfiture des Associés. Le décès, la suspension des droits civils, la faillite ou la déconfiture de l'Associé unique ou de l'un des Associés ne mettent pas un terme à la Société.

Art. 15. Gestion.

15.1 La Société est dirigée par un conseil de gérance (le Conseil). Le Conseil est composé des Gérants Triton, du Gérant Investisseur Holdco (sous réserve de l'article 15.3 ci-dessous) et de tout autre gérant nommé par l'Assemblée Générale des Associés.

15.2 Les détenteurs de Parts Sociales de Classe B (agissant conjointement s'il y a plus d'un détenteur de Parts Sociales de Classe B) peuvent, sous réserve de l'article 15.8 ci-dessous, déterminer le nombre de personnes qu'ils souhaitent fixer (y compris, pour écarter tout doute, tout Conseiller en Industrie) pour nomination par l'Assemblée Générale des Associés en tant que gérants et exiger que ledits gérants soit révoqués de leurs fonctions et désigner d'autres personnes pour être nommées à leur place si cela est souhaité. Les gérants ainsi nommés sont désignés comme les Gérants Triton. De plus, un Gérant Triton peut être désigné comme un Gérant Triton Pertinent en vertu de et conformément à la Convention d'Associés pour les besoins des conditions de quorum du Conseil fixées dans le présent article 15. Aucun membre de la Direction Générale ni aucun autre employé du Groupe Midco ne sera nommé au Conseil, sauf si l'ensemble des Associés approuve cette nomination lors d'une Assemblée Générale des Associés.

15.3 Tant que Holdco détient au moins 10% des parts sociales émises, Holdco peut, sous réserve de l'article 15.8 ci-dessous, désigner une personne pour nomination par l'Assemblée Générale des Associés en tant que Gérant au sein du

Conseil et exiger que ce gérant soit révoqué de ses fonctions et, désigner une autre personne pour être nommée à sa place si tel en est le souhait. Un gérant ainsi nommé sera dénommé comme le Gérant Investisseur Holdco.

15.4 La candidature pour la nomination d'un candidat au poste de Gérant Investisseur Holdco proposée conformément à l'article 15.3 ci-dessus sera effective uniquement si elle est approuvée conformément à la Convention d'Actionnaires de la Société Mère.

15.5 Les conditions de nomination du Gérant Investisseur Holdco doivent prévoir une exigence en vertu de laquelle celui-ci s'engage à fournir aux Actionnaires de la Société Mère une évaluation du caractère raisonnable de l'information à communiquer /communiquée aux Actionnaires de la Société Mère en conformité avec les critères de communication énoncés dans la Convention d'Associés.

15.6 A aucun moment la composition du Conseil ne doit être telle qu'une majorité de ce dernier est composé d'individus résidant dans une seule juridiction autre que le Luxembourg. Toute nomination de gérant conduisant à une violation du présent article 15.6 ne peut être effectuée.

15.7 Les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par une décision de l'Assemblée Générale des Associés, adoptée par des Associés détenant plus de la moitié du capital social.

15.8 L'Assemblée Générale des Associés peut à tout moment révoquer et remplacer tout gérant de la Société. L'obligation prévue à l'article 191 de la Loi de 1915 selon laquelle les gérants peuvent être révoqués uniquement pour des raisons légitimes ne sont pas applicables. Les gérants doivent être révoqués par l'Assemblée Générale des Associés conformément à la Convention d'Associés.

15.9 Par rapport aux tiers, les gérants ont tous les pouvoirs pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société et à condition que les dispositions du présent article 15 aient été respectées.

15.10 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'Assemblée Générale des Associés par la loi ou les présents Statuts relèvent de l'autorité du Conseil.

15.11 La Société sera engagée par la signature conjointe de deux des gérants.

15.12 Deux gérants peuvent déléguer leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Les gérants qui délèguent détermineront les responsabilités de cet agent et sa rémunération (s'il y a lieu), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions de son mandat.

15.13 Le Conseil peut également déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs comités. Les comités auxquels le Conseil délègue ses pouvoirs doivent respecter les procédures qui reposent, dans la mesure où elles sont applicables, sur les dispositions des articles qui régissent la prise de décisions par le Conseil. Cependant, nonobstant la phrase précédente, le Conseil peut établir des règles de procédure pour l'ensemble ou une partie de ces comités.

15.14 Aucune transaction ne sera approuvée à une réunion du Conseil, sauf si le quorum est atteint au moment où la réunion se déroule et demeure réuni lors de l'approbation de la transaction. Pour qu'une réunion du Conseil réunisse le quorum requis, au moins la moitié des gérants (y compris au moins deux Gérants Triton, dont au moins un est un Gérant Triton Pertinent, et si un Gérant Investisseur Holdco a été nommé, un Gérant Investisseur Holdco) doivent être présents et pour écarter tout doute, un gérant sera considéré comme présent pour les besoins du quorum s'il est représenté par un Gérant de Remplacement (tel que défini à l'article 15.23). Si un quorum n'est pas atteint dans la demi-heure de l'heure fixée pour la réunion ou cesse d'être atteint, le(s) gérant(s) présent(s) devront ajourner la réunion du Conseil à un endroit et une heure au moins une semaine après la date initialement prévue, où les mêmes exigences de quorum s'appliqueront excepté que, si le quorum n'a pas été atteint en raison de l'absence du Gérant Investisseur Holdco lors de la réunion initiale, aucun Gérant Investisseur Holdco ne devra être présent pour que le quorum de la réunion soit atteint. Une convocation de la réunion du Conseil ajournée doit être remise à tous les gérants (à /aux adresse(s) que chaque gérant pourra notifier à la Société de temps à autre) par le(s) gérant(s) présent(s) à la réunion ajournée.

15.15 Les résolutions du Conseil sont adoptées par la majorité des gérants présents ou représentés, et en prenant en compte les exigences de consentement spécifiques prévues par la Convention d'Associés.

15.16 Un président pro tempore du Conseil peut être nommé par le Conseil pour chaque réunion du conseil de la Société. Le président, s'il a été nommé, présidera la réunion du Conseil pour laquelle il a été nommé. Le Conseil nommera un président pro tempore, si un présent est nommé, par un vote de la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion du conseil. En cas d'égalité des voix, le président ou le président pro tempore, selon le cas, n'aura pas de voix prépondérante.

15.17 Une réunion du Conseil peut être convoquée conjointement par deux gérants.

15.18 Une convocation de toute réunion du Conseil sera remise à tous les gérants (à /aux adresse(s) que chaque gérant peut notifier à la Société de temps à autre), par écrit ou par télécopie, par courrier électronique (e-mail), ou par tout autre moyen de communication permettant la transmission de texte, au moins 10 (dix) Jours Ouvrables avant la tenue de ladite réunion.

15.19 Dans les trois Jours Ouvrables suivant la date de cette convocation, tout gérant pourra proposer un point à intégrer dans l'ordre du jour de la réunion du Conseil, accompagné d'un projet de résolution correspondant à soumettre lors de ladite réunion du Conseil.

15.20 La réunion du Conseil doit être formellement convoquée par écrit ou par télécopie, par courrier électronique (e-mail), ou par tout autre moyen de communication permettant la transmission de texte (à/ aux adresse(s) que chaque gérant peut notifier à la Société de temps à autre) par les gérants concernés qui avaient envoyé la convocation écrite initiale conformément à l'article 15.18 au moins deux Jours Ouvrables avant que la réunion soit prévue et les gérants de la Société doivent recevoir l'ordre du jour détaillé de la réunion, ainsi que (i) une indication visant à savoir s'il existe des matières qui peuvent être réservées au Conseil ou aux Associés de la Société en vertu d'une Convention d'Associés, et (ii) les comptes de gestion les plus récents de la Société et tout document du Conseil jugé utile. Un délai plus court peut être donné si le Gérant Investisseur Holdco et un Gérant Triton conviennent d'un délai plus court.

15.21 Aucune affaire ne peut être traitée à une réunion du Conseil d'administration autre que les affaires visées à l'ordre du jour communiqué aux gérants en vertu de l'alinéa ci-dessus, sauf avec le consentement unanime de tous les gérants de la Société.

15.22 Il peut être renoncé aux formalités de convocation d'une réunion du Conseil si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Une convocation séparée ne sera pas requise pour les réunions tenues aux heures et lieux prévus dans une annexe préalablement adoptée par une résolution du Conseil. Aucune réunion du Conseil ne peut être tenue au Royaume-Uni.

15.23 Chaque Gérant Triton et chaque Gérant Investisseur Holdco peut désigner un autre gérant (un Gérant de Remplacement) pour toute réunion spécifiée du Conseil par l'octroi d'une procuration audit Gérant de Remplacement et en notifiant cette nomination à la Société en vue d'être représenté à cette réunion. Ledit Gérant de Remplacement peut exercer les votes du Gérant Triton ou du Gérant Investisseur Holdco, selon le cas, qui l'a désigné conformément à la procuration qui lui est accordée et sous réserve des lois applicables.

15.24 Exceptionnellement, un gérant peut également participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique (par vidéo ou par téléphone), à condition que (i) chaque gérant participant à la réunion soit capable de (a) entendre chacun des autres gérants participant à la réunion, et (b) s'il le désire, s'adresser à chacun des autres gérants participants simultanément, que ce soit directement, par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication ou par une combinaison de ces méthodes, et (ii) que ledit gérant ne soit pas physiquement présent au Royaume-Uni. La participation d'un gérant à une réunion par conférence téléphonique (par vidéo ou par téléphone), ou par d'autres moyens de communication similaires mentionnés ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à une telle réunion et la réunion sera réputée avoir été tenue à Luxembourg pour autant que la conférence ait été ouverte à Luxembourg.

15.25 Les décisions du Conseil seront consignées dans des procès-verbaux qui seront conservés au siège social de la Société et signés par les gérants présents, ou par le président du Conseil, si un président a été nommé. Les procurations, le cas échéant, resteront annexées au procès-verbal de la réunion en question.

15.26 Nonobstant ce qui précède, une résolution du Conseil peut également être adoptée par écrit, auquel cas le procès-verbal sera composé d'un ou plusieurs documents contenant les résolutions et signé par chaque gérant. La date de ces résolutions circulaires sera la date de la dernière signature. Une réunion du Conseil tenue au moyen de ces résolutions circulaires sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Art. 16. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, en raison de sa/ leur fonction, aucune responsabilité personnelle par rapport aux engagements régulièrement pris par lui/ eux au nom de la Société.

Art. 17. Assemblées générales des Associés.

17.1 Une Assemblée Générale annuelle des Associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social tel que précisé dans l'avis de convocation.

17.2 D'autres Assemblées Générales des Associés peuvent être tenues au lieu et date qui seront spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

17.3 Dans la mesure où la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) Associés, les résolutions d'Associé(s) peuvent, au lieu d'être adoptées aux assemblées générales, être prises par écrit par l'ensemble des Associés. Dans ce cas, chaque Associé recevra un projet explicite de la /des résolution(s) à adopter, et votera par écrit (lesdits votes devant être exprimés par lettre, télécopie ou courrier électronique (e-mail)).

Art. 18. Droits de vote des Associés, Quorum et Majorité.

18.1 L'Associé unique assume tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale des Associés.

18.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque Associé a des droits de vote proportionnels à sa participation. Les décisions collectives sont valablement prises uniquement si elles sont adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social.

18.3 Toutefois, les résolutions visant à modifier les Statuts de la Société peuvent uniquement être adoptées par la majorité en nombre des Associés détenant au moins trois quarts du capital social de la Société, et la nationalité de la Société ne peut être modifiée que par un vote à l'unanimité, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 19. Conflit d'intérêt.

19.1 Un gérant doit se récuser et s'abstenir de voter à toute réunion ou à une partie d'une réunion du Conseil de la Société qui examine une affaire dans laquelle il a (directement ou indirectement) un intérêt personnel (à condition qu'au-

cun gérant ne soit considéré comme ayant un intérêt personnel du seul fait de sa connexion avec toute Partie Triton, tout Actionnaire de la Société Mère ou tout Associé, notamment dans le cadre de tout intérêt financier liée à cette partie).

Art. 20. Exercice social. L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.

Art. 21. Comptes annuels.

21.1 Chaque année, en référence au 31 décembre, les comptes de la Société sont établis et le Conseil prépare un inventaire comprenant une indication de la valeur de l'actif et du passif de la Société.

21.2 Chaque Associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 22. Affectation des bénéfices, Réserves, et Remboursement du Capital social.

22.1 Les revenus bruts de la Société mentionnés dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à une réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social nominal de la Société.

22.2 L'Assemblée Générale annuelle se prononce sur l'affectation du solde des bénéfices nets annuels en conformité avec les règles relatives aux distributions prévues par l'article 22.3 ci-dessous.

22.3 Toute distribution, que ce soit sous forme de dividende, rachat de part sociale ou autre, doit être effectuée par la Société en faveur des Associés ou par rapport à leurs parts sociales (un Événement de Distribution), que ce soit à partir des bénéfices et/ ou des réserves distribuables (prime d'émission incluse) disponibles à cette fin, sera répartie entre les Associés comme suit:

(a) les Parts Sociales de Classe C doivent, en tant que Classe, donner le droit de recevoir un montant égal à un pourcentage de la somme totale à distribuer au titre de l'Événement de Distribution qui est égal au Pourcentage d'Allocation MIP (le Droit lié aux Parts Sociales C);

(b) les Parts Sociales de Classe A doivent, en tant que Classe, donner le droit de recevoir un montant égal à 49,9% du montant total de l'Événement de Distribution disponible pour distribution après déduction du Droit lié aux Parts Sociales C;

(c) les Parts Sociales de Classe B doivent, en tant que Classe, donner le droit de recevoir un montant égal à 50,1% du montant total de l'Événement de Distribution disponible pour distribution après déduction du Droit lié aux Parts Sociales C;

(d) les titulaires de chaque Classe de Parts Sociales ont le droit de participer à la distribution de ces produits résultant d'un Événement de Distribution et qui doivent être distribués par rapport à cette Classe, proportionnellement au nombre de parts sociales qu'ils détiennent au sein de cette Classe.

Lorsque des parts sociales sont transférées d'une personne à une autre ou re-catégorisées dans une Classe différente, les droits attachés à chaque Classe à l'égard de tout Événement de Distribution, tel que définis dans le présent article 22.3, ne sont pas affectées.

22.4 Le Conseil peut décider de verser des dividendes intérimaires en conformité avec les modalités de distribution prévues par l'article 22.3 à partir des bénéfices et réserves distribuables (prime d'émission incluse) de la Société.

22.5 Tout remboursement du capital social de la Société à la suite d'une réduction du capital social de la Société sera fait aux Associés, proportionnellement au nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans le capital social de la Société.

Art. 23. Liquidation.

23.1 Au moment de la dissolution de la société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

23.2 A l'issue de la liquidation de la Société, l'excédent d'actif de la Société disponible pour distribution aux Associés sera distribué conformément aux règles de distribution prévues par l'article 22.3, par voie de versements anticipés ou après le paiement (ou avances, selon le cas) du passif de la Société.

Art. 24. Commissaire aux comptes - Réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, les comptes de la Société ne doivent être contrôlés par un commissaire aux comptes que si la Société a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur doit être nommé lorsque l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la Loi luxembourgeoise du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 25. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les présents Statuts, il est fait référence à la Loi de 1915.

Treizième résolution

L'Actionnaire Unique, Triton Bidco et Management SCA a décidé d'approuver la nomination et d'approuver que le conseil de gérance de la Société soit composé des gérants suivants, le terme «Gérant Triton» ayant le même sens que dans les statuts de la Société, chacun des gérants étant nommés pour une durée illimitée:

1. Hannu Syrjanen, avec adresse professionnelle à Hietalahdenranta 15 A 4, Helsinki 00180, Finland, comme Gérant Triton;
2. Timo Leino, avec adresse professionnelle à Limingantie 5, 00560 Helsinki, Finland, comme Gérant Triton;
3. Jyrki Lee Korhonen, avec adresse professionnelle à Roslagsgatan 13B, 11355 Stockholm, Sweden comme Gérant Triton;
4. Marco Sodi, avec adresse professionnelle à 29, Charles Street, London, W1J 5DT, United Kingdom, comme Gérant Triton;
5. Patrick L.C. van Denzen, avec adresse professionnelle à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme gérant;
6. David Anderson, avec adresse professionnelle à 11A, Elm Park Lane, SW3 6DD, London, United Kingdom, comme gérant; et
7. Robert van't Hoeft, avec adresse professionnelle à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme gérant.

Estimation des coûts

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à sept mille cinq cents euros (EUR 7.500,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la partie contractante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la partie contractante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, usuel, état civil et demeure, ledit mandataire a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: A. Fostier, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 17 décembre 2012, REM/2012/1621. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013009272/1367.

(130010442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Compacta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.842.

Les comptes annuels au 31.12.1996 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013015625/9.

(130018283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Municipal Infrastructure Development Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 174.243.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twelfth of December,
before Us, Maître Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,
there appeared:

KfW, a public law institution (Anstalt des öffentlichen Rechts), established under the laws of the Federal Republic of Germany, having its principal address at Palmengartenstrasse 5-9, 60325 Frankfurt am Main, Federal Republic of Germany, acting on its own name but for the account of the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung),

here represented by Mr Christian Hertz, avocat, professionally residing in Luxembourg

by virtue of a proxy under private seal given, on 5 December 2012.

The above mentioned power of attorney, signed by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary and initialled "ne varietur", will remain annexed to this document to the present deed for the purpose of registration with the authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a Luxembourg société anonyme qualifying as SICAV-SIF ("Société à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") which it forms:

Title I - Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name - Definition of terms. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares ("Shares") hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") under the name of "Municipal Infrastructure Development Fund" (hereinafter the "Company").

The terms used in these Articles and not defined herein shall be construed as indicated in the issue document of the Company as amended from time to time (the "Issue Document"), unless the context otherwise requires.

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the commune of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the limits of the commune of Luxembourg by simple resolution of the board of directors (the "Board of Directors"). Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or its possessions) by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders ("Shareholders") adopted in the manner required for amendment of these Articles, as described in Article 29 hereof.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to place the funds available to it in any investments permitted by the law of 13 February 2007 on specialised investment funds (the "SIF Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company invests its assets in accordance with the terms as specified in the Issue Document and subject to the restrictions laid down therein and in these Articles with a view to achieving its investment objective through the implementation of its investment policies and restrictions as specified in the Issue Document.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the SIF Law or any legislative replacements or amendments thereof.

Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares. The minimum capital of the Company, as provided by law, is EUR 1,250,000. This minimum capital must be reached within a period of twelve months following the authorisation of the Company as a SICAV-SIF. The share capital of the Company is represented by fully paid up Shares with no par value and will be equal, at any time, to the total value of the net asset value ("NAV") of the Company pursuant to Article 12 hereof.

The initial capital of the Company is thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) fully paid, represented by three point one (3.1) Class C Shares of no par value. Each share has been issued at a price of ten thousand euro (EUR 10,000.-).

The Shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the Board of Directors shall determine, consist of different classes ("Classes") with specific charging structures, different currency denominations, specific dividend policies, specific hedging policies, specific investment minima or any other specific features applied to each Class, as defined in the Issue Document.

The share capital of the Company may be represented notably by three different Classes of Shares, which may be issued in successive series ("Series") at the discretion of the Board of Directors, as described below and in the Issue Document. Other Classes of Shares may be offered in the future, in which case the Issue Document will be amended accordingly.

Class C Shares - First Loss

- Class C Shares ("Class C Shares") are issued for an unlimited duration.

- The Class C Shares' target dividend ("Class C Target Dividend"), which may differ from one Series to another, will be set in the relevant Commitment/Subscription Agreement(s) and expressed as a percentage return on the NAV of the relevant Series of Class C Shares calculated at the beginning of the year based on the value of assets at the end of the previous financial year or at the beginning of the investment if the Investor subscribed during the year. Such percentage return may be set as fixed rate or as a floating rate over the EUR 6 months EURIBOR plus a spread (with a potential cap).

- The aim of the Company is to retain and capitalise for each Series of Class C Shares an amount up to the aggregate of the Class C Target Dividend (as defined below) and the Class C Complementary Dividend (as defined below) for the relevant year allocated to such Series pursuant to Article 11 (section "Allocation of Net Income" and section "Use of Available Cash") below if permitted by income flows of the Company.

- Class C Shares, which may be issued in successive Series, shall bear, pro rata to their respective NAV, all unrealised/realised capital losses of the Company (e.g. from foreign exchange loss, deterioration in credit quality or defaults with respect to the Investments of the Company) until the NAV of Class C Shares has been fully depleted (as the case may be).

- Write backs on unrealised Investments and any realised or unrealised capital gains shall be allocated to the respective Series of the Class C Shares in the order and priority as set out below under Article 11 (section "Allocation of Capital Gains and Write Backs").

- The Class C Shareholders' dividend entitlements rank junior to the dividend entitlements of the Class A and Class B Shareholders as per the waterfall set out in Article 11 (section "Allocation of Net Income").

Class B Shares - Mezzanine

- Class B Shares ("Class B Shares") are issued for a fixed term (between 10 and 20 years) for each Series of Class B Shares issued as determined in the relevant Commitment/Subscription Agreement(s) relating to such Series.

- The Class B Shares' target dividend ("Class B Target Dividend"), which may differ from one Series to another, will be set in the relevant Commitment/Subscription Agreement(s) and expressed as a percentage return on the NAV of the relevant Series of Class B Shares calculated at the beginning of the year based on the value of assets at the end of the previous financial year or at the beginning of the investment if the relevant Shares were subscribed during the year. Such percentage return shall be set as a floating rate over the EUR 6 months EURIBOR plus a spread.

- The aim of the Company is to pay out to each Series of Class B Shares as yearly dividend an amount up to the aggregate of the Class B Target Dividend and the Class B Complementary Dividend for the relevant year allocated and distributed pursuant to Article 11, if permitted by income flows of the Company.

- Class B Shares, which may be issued in successive Series, shall bear, pro rata to their respective NAV, unrealised/realised capital losses of the Company only if the NAV of the Class C Shares has been reduced to zero.

- Write backs on unrealised Investments and any realised or unrealised capital gains shall be allocated to the respective Series of Class B Shares in the order and priority as set out below under Article 11 (section "Allocation of capital gains and write backs").

- If, in a given year, the Target Dividend for a Series of Class B Shares is not paid in full due to insufficient net income of the Fund, pursuant to section 9 of the Issue Document, the difference between the Target Dividend and the dividend actually paid out is considered as a Target Dividend Deficiency Amounts which may be paid out with respect to such Series of Class B Shares in a subsequent year pursuant to the waterfall described in section 9 of the Issue Document.

- The Class B Shareholders' dividend entitlements rank senior to the dividend entitlements of the Class C Shareholders but junior to the dividend entitlements of the Class A Shareholders as per the waterfall set out in Article 11 (section "Allocation of Net Income").

Class A Shares - Senior

- Class A Shares ("Class A Shares") are issued for a fixed term (between 5 and 20 years) for each Series of Class A Shares issued as determined in the relevant Commitment/Subscription Agreement(s) relating to such Series.

- The Class A Shares target dividend ("Class A Target Dividend"), which may differ from one Series to another, will be set in the relevant Commitment/Subscription Agreement(s) and expressed as a percentage return on the NAV of the relevant Series of Class A Shares, calculated at the beginning of the year based on the value of assets at the end of the previous financial year or at the beginning of the investment if the Shareholder subscribed during the year. Such percentage return shall be set as a floating rate over the EUR 6 months EURIBOR plus a spread.

- The aim of the Company is to pay out to each Series of Class A Shares as yearly dividend an amount up to the aggregate of the Class A Target Dividend and the Class A Complementary Dividend for the relevant year allocated and distributed pursuant to Article 11, if permitted by income flows of the Company.

- Class A Shares, which may be issued in successive Series, bear, pro rata to their respective NAV, unrealised/realised capital losses of the Company only if the NAV of both the Class C Shares and the Class B Shares has been reduced to zero.

- Write backs on unrealised Investments and any realised or unrealised capital gains shall be allocated to the respective Series of Class A Shares in the order and priority as set out below under Article 11 (section "Allocation of capital gains and write backs").

- If, in a given year, the Target Dividend for a Series of Class A Shares is not paid in full due to insufficient net income of the Fund, pursuant to section 9 of the Issue Document, the difference between the Target Dividend and the dividend actually paid out is considered as a Target Dividend

Deficiency Amounts which may be paid out with respect to such Series of Class A Shares in a subsequent year pursuant to the waterfall described in section 9 of the Issue Document.

- The Class A Shareholders dividend entitlements rank senior to the dividend entitlements of the Class B and Class C Shareholders as per the waterfall set out in Article 11 (section "Allocation of Net Income") below but junior to the claims of creditors of the Company.

The proceeds of the issue of each Class of Shares shall be invested in risk sharing agreements of any kind, loan agreements and other assets permitted by law pursuant to the Investment Guidelines determined by the Board of Directors for the Company subject to the Investment Policies and Restrictions provided by law or determined in the Issue Document.

Risk Ratio

The Company is required to adhere to the Risk Ratio between the different Classes of Shares as defined in the Issue Document.

Target dividend

The Board of Directors determines at its discretion the target dividend of each Series of Shares, as the case may be, at the time the relevant Series is placed.

When determining the target dividend, as the case may be, the Board of Directors shall take into account the then prevailing market conditions and the interests of the existing Shareholders as a whole.

The Board of Directors shall inform the Shareholders about the determination of the target dividend of each Series in the quarterly report following the relevant placement.

Art. 6. Form of Shares. Shares shall only be issued in registered form and are exclusively restricted to Eligible Investors (as defined under Article 10). The Company will not issue, or give effect to any transfer of Shares to any investor who does not comply with this provision. All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each holder of registered Shares, his nationality, residence, legal address or registered office as communicated to the Company and the number of registered Shares held and the amount paid up on each fractional Share.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shares evidences the Shareholder's right of ownership on such registered Shares. The Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

Investors wishing to transfer some or all of the Shares registered in their names should (i) submit to the Administrative Agent a standard transfer form signed by the purchaser or assignee; and (ii) obtain acceptance by the Administrative Agent of the purchaser or assignee which must be an Eligible Investor. In addition a purchaser or assignee of Shares must be approved by the Board of Directors, such consent not to be unreasonably withheld.

Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorised thereto by the Board of Directors.

Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of Shares is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

The Company may decide to issue fractional Shares. Fractional registered Shares will be issued to the nearest one-ten thousandths (1/10,000) of a Share. Such fractional Shares shall be entitled to a participation in the net results and in the proceeds of liquidation attributable to the relevant Class of Shares in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights, except to the extent their number is such that they represent a whole Share, in which case they confer a voting right.

Art. 7. Issue of Shares. The Board of Directors is authorised without limitation to issue in several Classes and Series, an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class or Series; the Board of Directors may, in particular, decide that Shares of any Class or Series shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issue Document.

The initial offer price for the first Series of Class C Shares will be EUR 10,000 per Share, thereafter the issue price will depend on the NAV of the relevant Series of Class C Shares on the date of the subsequent issuance.

The Issue Price per B Share shall be EUR 10,000 unless the total NAV related to Class C Shares is nil in which case the Issue Price of Class B Shares will be calculated on the basis of the NAV related to the relevant Series of Class B Shares.

The Issue Price per A Share shall be EUR 20,000 unless the total NAV related to Class B Shares is nil in which case the Issue Price of Class A Shares will be calculated on the basis of the NAV related to the relevant Series of Class A Shares.

The price so determined shall be payable within a period as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed for the Company in the Issue Document. The Board of Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

The Board of Directors may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé") and provided that such assets comply with the investment objectives and policies of the Company. The costs of such contribution shall be borne by the subscriber.

Subscriptions may be accepted in another currency than the currency of the relevant Class in which case conversion costs shall be born by the subscriber out of the subscription amount.

Art. 8. Redemption/Repayment. The Company is a closed-ended undertaking for collective investment. Consequently, Shares in the Company shall not be redeemable at the request of a Shareholder.

Ordinary Redemptions/Repayment

Subject to the following paragraphs in this Article 8, the Company intends to redeem the Class A Shares and the Class B Shares upon maturity of the relevant Series in one or several instalments at the dates specified in the Commitment/ Subscription Agreements of the relevant Series, whereby in each case the repayment/redemption entitlements will be fulfilled as and when the Company has sufficient cash available in the order and priority set out under Article 11 (section "Use of Available Cash").

Early Redemption/Prepayment

In the circumstances where an ordinary redemption of any Series of Class B Shares upon maturity of such respective Series ("Redeemable Class B Shares") would result in a breach of the Risk Ratio, the Company shall offer all senior ranking Investors (i.e. Class A Shareholders) the option to redeem early ("Early Redemption Right") their Shares as follows:

(i) The Early Redemption Right shall be offered to senior ranking Investors pro rata to the respective NAV of their Shares as of the last NAV Valuation Date to the extent necessary to allow the Company to comply with the Risk Ratio upon redemption of the Redeemable Class B Shares if all Investors would accept the offered Early Redemption Right in full;

(ii) Investors may exercise their Early Redemption Rights by notifying the Company in writing within a 30 Business Days period upon having been informed in writing by the Company about the Early Redemption Right;

(iii) Investors may exercise their Early Redemption Rights with respect to any or only some of the Shares to which it relates;

(iv) Upon expiration of the 30 Business Days period mentioned in the preceding subsection (ii), the Company shall redeem:

(a) all Shares with respect to which the Early Redemption Right has been validly exercised;

(b) the Redeemable Class B Shares in full, irrespective of whether the Risk Ratio would be complied with upon redemption of such Redeemable Class B Shares;

The repayment/redemption entitlements will be fulfilled as and when the Company has sufficient available cash in the order and priority set forth under Article 11 (section "Use of Available Cash").

Notwithstanding anything to the contrary herein, Class C Shares subscribed before the First Closing Date shall be redeemable on the First Closing Date at the request of their holder at their issue price, if they have not been recognized as Official Development Assistance by the Development Assistance Committee of the OECD by the First Closing Date as confirmed by KfW. If the holder exercises this redemption right, a redemption request shall be made on the First Closing Date and the redemption monies shall be paid as soon as reasonably possible thereafter.

Compulsory Redemptions/Prepayment

The Board of Directors may at its discretion compulsorily redeem Shares;

(i) if such Investor has materially violated any provisions of any obligation to the Company binding upon it, notably under the relevant Commitment/Subscription Agreement;

(ii) if such Investor is in default in respect of any payment obligation arising under the Investment Documents;

(iii) with respect to Shares held by the Investment Advisor, in connection with the termination of the Investment Advisory Agreement; and/or

(iv) in any other circumstances where the Board of Directors reasonably determines that such Investor's continued ownership would either be materially prejudicial to the Company or would result in the Company and/or the respective Investor, as the case may be, being in non-compliance with laws, regulations and investment guidelines applicable to it.

General

The redemption price shall be the NAV per Share determined in accordance with the provisions of Article 12 less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the Issue Document for the Shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine.

The redemption price per Share shall be paid in accordance with Article 11 (section "Use of Available Cash"), subject to the provision of Article 13 hereof.

All redeemed Shares may be cancelled.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class or Classes of Shares equal in value (calculated in the manner described in Article 12) as of the redemption day, on which the redemption price is calculated, to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares of the relevant Class or Classes of Shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 9. Conversion of Shares. Shareholders are not entitled to request the conversion of their Shares in any other Series or Class, except as otherwise agreed by the Board of Directors.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. In addition to the discretionary power of the Board of Directors to accept any subscription, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Persons").

The ownership of the Shares in the Company is reserved to well-informed investors within the meaning of article 2 of the SIF Law.

In addition, any new investor wanting to become a Shareholder of the Company, whether by subscribing to new Shares or by acquiring existing Shares, shall be admitted only if it (as determined at the reasonable discretion of the Board of Directors):

(i) is adequately capitalised, as required by applicable laws and regulations in its country of incorporation;

(ii) is not bankrupt or otherwise insolvent and no proceedings to be declared bankrupt or otherwise insolvent have been initiated;

(iii) is not engaged in, nor threatened by, any litigation or other proceedings, the outcome of which could reasonably be expected to have a material adverse effect on its assets, business prospects, financial condition or its ability to comply with the obligations set forth in the Investment Documents;

(iv) fulfils the conditions related to anti-money laundering and combating the financing of terrorism set forth in the FATF 40 + 9 Recommendations or, if applicable, the relevant EU-directives as amended and implemented into relevant applicable national laws from time to time in order to ensure that the Company will not enter into any transaction with, or for the benefit of (including, but not limited to, accepting as an Investor at any time), any individuals or institutions named on the lists of sanctioned persons promulgated by the United Nations Security Council or its committees pursuant to Security Council Resolution 1267 (1999), 1373 (2001) or related or successor resolutions in connection with money laundering or anti-terrorism matters (as currently set forth at www.un.org/terrorism) and/or the Council of the European Union pursuant to its Common Positions 2001/931/CFSP and/or 2002/402/CSFP and their related or successor resolutions and/or implementing acts in connection with money laundering or financing of terrorism;

(v) does not pose a reputational risk to the Company or any of the other Shareholders, or the participation of the prospective investor would not be otherwise detrimental to the Company (e.g.: due to adverse tax or regulatory consequences), in each case as reasonably determined by the Board of Directors; and

(vi) has complied with all "know your customer" or similar checks under all applicable laws and regulations as may be requested by the Company or the Administrative Agent from time to time.

Each such compliant prospective Investor is referred to as an "Eligible Investor".

For such purposes the Company may:

(i) decline to issue any Shares and decline to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and

(ii) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares to an Eligible Investor on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and

(iii) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company; and

(iv) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such Shareholder to sell his Shares, as the case may be and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder or all Shares or held by such Shareholder.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to Shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such Shares nor any securities dealer who acquires Shares with a view to their distribution in connection with an issue of Shares by the Company.

U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any Shareholder all Shares held by such Shareholder without delay.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. Person" means with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or "resident alien" within the meaning of U.S. income tax laws in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term "U.S. Person" means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on its worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term "U.S. person" also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the regulations of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. "United States" means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

Art. 11. Allocation of Capital Gains and Write Backs / Use of Available Cash / Allocation of Net Income.

Allocation of Capital Gains and Write Backs

As of each NAV Valuation Date, any year-to-date write backs on unrealised Investments and any year-to-date realised or unrealised capital gains shall be allocated in the following order and priority:

(i) first to such Series of Class A Shares showing a NAV Deficiency Amount as of the relevant NAV Valuation Date (if any), the amounts necessary to balance the NAV Deficiency Amounts of such Series remaining after taking into account any NAV Deficiency Amount allocation made to such Series as of the relevant NAV Valuation Date under section "Allocation of Net Income" of the Issue Document, pro rata to the NAV Deficiency Amounts of the respective Series of Class A Shares; thereafter

(ii) to such Series of Class B Shares showing a NAV Deficiency Amount as of the relevant NAV Valuation Date (if any), the amounts necessary to balance the NAV Deficiency Amounts of such Series remaining after taking into account any NAV Deficiency Amount allocation made to such Series as of the relevant NAV Valuation Date under section "Allocation of Net Income" of the Issue Document, pro rata to the NAV Deficiency Amounts of the respective Series of Class B Shares; thereafter

(iii) in case of write backs in relation to Series of Class C Shares, to each specific Series of Class C Shares which have borne a loss and/or in case of year-to-date realised or unrealised capital gains to each Series of Class C Shares pro rata to the NAV of each Series.

Use of Available Cash

The Board of Directors shall use the Company's available cash to satisfy the Company's expenses (including but not limited to Direct Operating Expenses and Advisory Fees) and to create expedient reserves (together the "Fund Expenses").

Cash remaining available after payment of all Fund Expenses shall be applied in the following order and priority:

- (i) Payment of Class A Target Dividends, pro rata to the Class A Target Dividends for each Series of Class A Shares;
- (ii) Payment of the Target Dividend Deficiency Amounts for the Class A Shares allocated to such A Shares;
- (iii) Satisfaction of Class A Shares redemption entitlements, pro rata to the redemption entitlements of each Series of Class A Shares subject to redemption;
- (iv) Payment of Class B Target Dividends, pro rata to the Class B Target Dividends for each Series of Class B Shares;
- (v) Payment of the Target Dividend Deficiency Amounts for the Class B Shares allocated to such B Shares;
- (vi) Satisfaction of Class B Shares redemption entitlements, pro rata to the redemption entitlements of each Series of Class B Shares subject to redemption;
- (vii) Payment of any approved contributions to the TA Facility;
- (viii) Payment of the approved Investment Advisor Incentive Bonus subject to the pro-visions of the Investment Advisory Agreement;
- (ix) Payment of Complementary Dividends for the Class A Shares, pro rata to each respective Series and pro rata to their respective NAVs at the beginning of the relevant calendar year; thereafter,
- (x) Payment of Complementary Dividends for the Class B Shares, pro rata to each respective Series and pro rata to their respective NAVs at the beginning of the relevant calendar year.

With respect to each calendar year the Board of Directors (or the Shareholders in accordance with these Articles) shall approve the annual dividends, any payments with respect to the Investment Advisor Incentive Bonus and the TA Facility as well as the relevant due date for any of the foregoing dividends (i.e. the due date for the Target Dividends and the Complementary Dividends, if any) and other payments (having due regard to the liquidity situation of the Company) within 30 Business Days after it has received the audited annual accounts for such calendar year.

Allocation of Net Income

As of each NAV Valuation Date, the Company shall calculate the year-to-date cumulative net income ("Net Income") of the Company for the relevant calendar year. The Net Income equals the Company's cumulative year-to-date income (received and/ or accrued) in the relevant calendar year less the year-to-date cumulative Fund Expenses for the calendar year.

Unrealised or realised gains or losses are not taken into account when calculating the Net Income but will be allocated in accordance with the principles set out in Article 7 above and in this Article 13 (section "Use of Available Cash") after the allocation of Net Income has been made.

As of each NAV Valuation Date, the year-to-date positive Net Income of the Company will be allocated in the following order of priority:

- (i) Allocation of the year-to-date Class A Target Dividends, pro rata to the Class A Target Dividends for each Series of Class A Shares;
- (ii) Allocation of the Target Dividend Deficiency Amounts for all Series of Class A Shares, if any, pro rata to the Target Dividend Deficiency Amounts for the respective Series of Class A Shares;
- (iii) Allocation to such Series of Class A Shares showing a NAV Deficiency Amount as of the relevant NAV Valuation Date (if any), the amounts necessary to balance the NAV Deficiency Amounts of such Series, pro rata to the NAV Deficiency Amounts of the respective Series of Class A Shares, any amounts so allocated are capitalised for such Class A Shares;
- (iv) Allocation of the year-to-date Class B Target Dividends, pro rata to the Class B Target Dividends for each Series of Class B Shares;
- (v) Allocation of the Target Dividend Deficiency Amounts for all Series of Class B Shares, if any, pro rata to the Target Dividend Deficiency Amounts for the respective Series of Class B Shares;
- (vi) Allocation to such Series of Class B Shares showing a NAV Deficiency Amount as of the relevant NAV Valuation Date (if any), the amounts necessary to balance the NAV Deficiency Amounts of such Series, pro rata to the NAV Deficiency Amounts of the respective Series of Class B Shares, any amounts so allocated are capitalised for such Class B Shares;
- (vii) Allocation of the year-to-date Class C Target Dividend, pro rata to the Class C Target Dividends for each Series of Class C Shares, any amounts so allocated are capitalised for the Class C Shares;
- (viii) Allocation to an account designated for the TA Facility, the year-to date portion of the amount approved by the Board of Directors for funding of the TA Facility as described in the Issue Document;
- (ix) Allocation to an account designated for the Investment Advisor, an amount equal to the year-to-date Investment Advisor Incentive Bonus for the relevant calendar year as specified in the Issue Document;
- (x) The remainder as Complementary Dividends to the Class A, Class B and Class C Shares pro rata to the respective NAV of each Class of Shares at the beginning of the relevant calendar year multiplied by a weighting factor (Class A Shares factor = 1; Class B Shares factor = 2; Class C Shares factor = 3); the amounts so allocated as Complementary Dividends to each Class of Shares are allocated within each Class to the relevant Series of each Class pro rata to their respective NAV at the beginning of the relevant calendar year.

At each NAV Valuation Date, in case the year-to-date Net Income of the Company is negative, it will be allocated in the following order of priority:

- (i) Allocation to the Class C Shares up to the total NAV of the Class C Shares, pro rata to the NAV of each Series of Class C Shares;
- (ii) Allocation to the Class B Shares up to the total NAV of the Class B Shares, pro rata to the NAV of each Series of Class B Shares; thereafter
- (iii) Allocation to the Class A Shares up to the total NAV of the Class A Shares, pro rata to the NAV of each Series of Class A Shares.

Art. 12. Determination of Net Asset Value per Share. The NAV per Share will be calculated by the Administrative Agent, as of the last Business Day of each calendar quarter as from the First Closing. In addition, the Board of Directors reserves the right to call for the determination of a NAV per Share as of any other day (each date on which a NAV Valuation is made being a "NAV Valuation Date").

The NAV of the Company is expressed in EUR.

The valuation of assets, liabilities, income and expenses attributed to the Company will be established using valuation and accounting principles in accordance with International Financial Reporting Standard ("IFRS").

Any year-to-date positive Net Income attributable to Class A Shares, Class B Shares and Class C Shares (other than any amounts allocated to Class A Shares and Class B Shares to balance the NAV Deficiency Amounts of such Shares) as well as any amounts allocated to the benefit of the Investment Advisor and the TA Facility will not be reflected in the NAV of the Company, but will be reflected in the Company's accounts as amounts payable following the income allocation waterfall included in Article 11 (section "Allocation of Net Income").

The value of the assets shall be determined by the Administrative Agent, acting independently and based on the information received by it and under the supervision of the Board of Directors, as follows:

(i) Debt instruments not listed or dealt in on any securities exchange or any other regulated market will be initially valued at their fair value, normally the transaction price to originate or acquire the asset through contribution or otherwise, then valued subsequently at amortised cost less an impairment provision, if any. This impairment provision is defined as the amount measured at the initial recognition minus the principal repayments, plus or minus the cumulative amortisation using the "effective interest rate method" of any difference between that initial amount and the maturity amount, and minus any write down for impairment. The Board of Directors will use its best endeavours to continually assess the method of calculating any impairment provision and recommend changes, where necessary, to ensure that such provision will be valued appropriately as determined in good faith by the Board of Directors;

(ii) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(iii) The value of assets which are listed or dealt in on any securities exchange is based on the last available price on the exchange which is normally the principal market for such assets;

(iv) The value of assets dealt in on any other regulated market is based on the last available price;

(v) All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors;

(vi) If the Board of Directors, acting prudently and in good faith, shall determine that the price as calculated pursuant to sub-paragraph (i), (iv) or (v) does not accurately reflect the value of the asset, then the Board of Directors may assign a lower (but in no case higher) value to the asset in accordance with applicable IFRS rules and regulations.

The NAV for each Series of Class A, Class B, and Class C Shares shall be calculated using the following methodology:

(1) Determination of the Company's NAV

The assets, liabilities, income and expenses will be established for the Company using valuation and accounting principles as described above.

(2) Determination of NAV per Series

The NAV of the Company derived from the balance sheet thus established under IFRS will then be allocated sequentially

- (i) pro rata and pari passu up to the aggregate Issue Price of each Series of Class A Shares;
- (ii) pro rata and pari passu up to the aggregate Issue Price of each Series of Class B Shares; and
- (iii) any remaining NAV of the Company shall be allocated in accordance with Article 11 under "Allocation of Capital Gains and Write Backs" and "Allocation of Net Income".

provided that the NAV allocation to each Series shall be modified to reflect the principles set forth in the Issue Document.

(3) Determination of NAV per Share

The total NAV of each Series of Class A, Class B and Class C Shares will be divided by the respective number of Shares of each Series of Class A, Class B and Class C Shares to calculate the NAV per individual Class A, Class B and Class C Share.

Art. 13. Temporary Suspension of Determination of Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares.

The Company may temporarily suspend the determination of the NAV per Share and the issue, redemption and conversion of its Shares:

- (i) during any period when a market or stock exchange which is the principal market or stock exchange on which a substantial portion of the investments of the Company is listed is closed, other than for ordinary holidays, or during which dealings are considerably restricted or suspended;
- (ii) when for any other exceptional circumstance the prices of any Investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained;
- (iii) when the means of communication normally used to calculate the value of assets of the Company are suspended or when, for any reason whatsoever, the value of an Investment of the Company cannot be calculated with the desired speed and precision;
- (iv) when restrictions on exchange or the transfer of capital prevent the execution of dealings for the Company or when buying and selling transactions on their behalf cannot be executed at normal exchange rates;
- (v) when factors which depend, among other things, on the political, economic, military and monetary situation and which evade the control, responsibility and means of action of the Company, prevent the Company from having access to its assets and from calculating their NAVs in a normal or reasonable manner;
- (vi) when the Board of Directors so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied as soon as an extraordinary General Meeting of Shareholders of the Company has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to concerned Investors.

Any request for subscription, conversion or redemption may only be revocable in the event of a suspension of the calculation of the NAV, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first NAV Valuation Date, as determined for each Class of Shares, following the end of the period of suspension.

Title III - Administration and Supervision

Art. 14. Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than 3 members, who need not be representatives of Shareholders of the Company. However, before the First Closing and as long as the Company has a single Shareholder, the Board of Directors can be composed of one member until the ordinary General Meeting of Shareholders following the establishment or the existence of more than one Shareholder. Board of Directors members shall be initially elected for a term of three years and annually thereafter, and such election shall be subject to the approval of any new director by the CSSF. The directors shall be elected by the Shareholders at a General Meeting of Shareholders; the latter shall further determine the number of directors and their remuneration and the term of their office.

If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

Directors shall be elected or removed by the relevant General Meeting of Shareholders in accordance with Article 23 General Meetings of Shareholders of the Company.

The Shareholders of each Class of shares shall be entitled to propose to the General Meeting of Shareholders candidates for the position of director of the Fund (but the General Meeting of Shareholders shall not be bound by such proposals):

- (i) one or two candidates submitted to it by KfW;
- (ii) one or two candidates submitted to it by EBRD;
- (iii) one, two or three candidates submitted to it by the other Shareholders.

As long as the Fund has one Shareholder, the Board of Directors shall be composed of three members who will be nominated and elected by the sole Shareholder.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting of Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 15. Board of Directors Meetings. The Board of Directors will elect a chairperson from among its members who will preside over the meetings of the Board of Directors. It may choose a secretary, who needs not to be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairperson or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

In the absence of the chairperson, the members of the Board of Directors shall decide by a majority vote that another director shall be in the chair of such meeting.

The Investment Advisor can be invited as a non-voting advisor to the meetings of the Board of Directors.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least five days prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax, electronic mail or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Subject to the last paragraph of this Article, the directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the Board of Directors may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairperson of the meeting or any two directors.

Resolutions of the Board of Directors shall be passed with at least simple majority of the votes cast, unless another majority is specified in these Articles, in the Issue Document or is required by applicable law. The chairperson shall have a casting vote in the event of a tie.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 16. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors bears general responsibility for all aspects for the administration and management of the business of the Company.

The Board of Directors shall have the broadest powers to act in any circumstances on behalf of the Company, subject to the powers expressly assigned by law or these Articles to the General Meeting of Shareholders.

The Board of Directors is, in particular, vested with the broadest powers to perform, without prior shareholders' consent, unless otherwise required by law, all acts necessary or useful to maintain the Company in compliance with Directive 2011/61/EU on Alternative Investment Fund Managers, including amending the Issue Document to that end.

Art. 17. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound:

- (i) by the joint signatures of any two directors,
- (ii) by the joint signatures or single signature of any person to whom the daily management of the Company has been delegated, within the limits of such daily management, or
- (iii) by the joint signatures or single signature of a director, an officer of the Company or any other person to whom special authority has been delegated by the Board of Directors, within the limits of such special power.

Art. 18. Delegation of Power. The Board of Directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Board of Directors shall, among others, appoint special committees, such as an Investment Committee and may appoint any other special committee as described more fully in the Issue Document, in order to conduct certain tasks and functions expressly delegated to such committee.

Art. 19. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of the Company and the course

of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and the Issue Document.

The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Issue Document of the Company, that all or part of the assets of the Company be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds.

Art. 20. Conflict of Interest. The Shareholders, the Directors, the committee members, the Investment Advisor, the Depositary, the Administrative Agent and their respective affiliates, directors, officers are or may be involved in other financial, investment and professional activities which may cause actual, potential or perceived conflicts of interest with the management and administration of the Company or with any potential or actual investment of the Company. These shall be dealt in accordance with the Issue Document.

Art. 21. Indemnification of Directors. To the fullest extent permitted by any applicable law, the Company will indemnify the Investment Advisor, the Structuring Agent, the members of the Board of Directors, members of the Investment Committee and their respective managers, employees, officers and directors, against any liabilities, related reasonable costs and expenses (including legal fees, judgements and amounts paid in settlement) as incurred by either of the foregoing, in connection with any action, suit or proceeding on behalf of, or their association with, the Company or any other company of which the Company is a direct or indirect shareholder or a creditor provided that the person seeking such indemnification has acted in good faith in what such person reasonably believed to be the best interests of the Company and was neither grossly negligent nor engaged in wilful malfeasance.

Art. 22. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the General Meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the SIF Law.

Title IV - General meetings - Financial Year - Distributions

Art. 23. General Meetings of Shareholders of the Company. The General Meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The General Meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the written request of Shareholders representing at least five per cent. (5%) of the voting rights attached to the Share capital.

The annual general meeting of Shareholders (the "Annual General Meeting") is held each year, in Luxembourg at such place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting. The Annual General Meeting will be held on 11 June of each year at 10:00 a.m. If such day is not a Business Day in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the preceding Business Day in Luxembourg.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet in person, by video conference or by conference call or by any other means of communication as may be accepted by the Board of Directors in accordance with these Articles. The Board of Directors shall convene a General Meeting of Shareholders by circulating a notice setting forth the agenda at least fourteen days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders or at such other address previously indicated by the relevant Shareholder. A Shareholder attending a meeting through video conference or by conference call shall, prior to such meeting, designate a proxy holder, who physically attends the meeting and confirms the votes cast by the Shareholders it represents. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which case the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

The minutes containing the resolutions passed in the meetings of the Shareholders shall be signed by the officers of the meeting. The minutes shall be distributed among all the Shareholders no later than four (4) weeks after the relevant meeting. In addition to the books kept at the registered office of the Company, the Investment Manager shall be responsible for keeping a book containing all the minutes of the Shareholder meetings duly signed.

Given that all Shares are in registered form notices to Shareholders will be sent by registered mail.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, they may agree to waive the requirement of a notice of meeting, in which case the General Meeting of Shareholders may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may reasonably determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters unless such limitation is waived unanimously.

Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, email, telex or facsimile transmission, who need not be a Shareholder and who may be a director of the Company.

Votes cast at any General Meeting shall not include votes attaching to Shares in respect of which the Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

At any General Meeting of Shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, the General Meeting of Shareholders shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed resolution. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast. This provision applies unless Luxembourg law provides for stricter rules.

Art. 24. General Meetings of Shareholders in a Class of Shares. The Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such Class.

The provisions of Article 23, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by appointing another person as his proxy who needs not be a Shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of Shareholders of a Class of Shares are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Art. 25. Financial Year. The financial year of the Company shall commence on 1st January of each year and shall terminate on the 31st December. The first financial year starts on the date of formation of the Company and will end on the 31st of December 2013.

Art. 26. Distributions. The Board of Directors shall have discretion to decide on any distributions or dividends. The General Meeting of Shareholders may make any such decision as well.

Allocation of income and distributions of dividends shall be made in accordance with the waterfalls set out in Article 11 above.

Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors provided that if a Shareholder does not consent to receive a distribution of stock dividends in lieu of cash, the Board of Directors shall agree a mechanism to sell such stock dividends using its reasonable efforts and without being liable for pricing or execution.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Class or Classes of Shares issued in respect of the Company.

No interest shall accrue on declared dividends.

Title V - Final Provisions

Art. 27. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting of Shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules applicable for any amendment to the Articles.

Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the General Meeting of Shareholders by the Board of Directors. The General Meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the General Meeting of Shareholders whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the General Meeting of Shareholder shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the Shares present and represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the Share capital of the Company has fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 28. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities duly approved by the regulatory authority and appointed by the General Meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidator(s) shall use its/their best efforts to terminate, sell or otherwise dispose of any outstanding Investments of the Company.

Should the Company be voluntarily or compulsorily liquidated, its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the SIF Law. The SIF Law specifies the steps to be taken to enable Shareholders to participate in the distribution(s) of the liquidation proceeds and provides for a deposit in escrow at the "Caisse des Dépôts et Consignations" at the time of the close of liquidation. Amounts not claimed from escrow within the statute of limitation period shall be liable to be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

Upon the liquidation of the Company, the moneys will be distributed in the following order of priority to the extent of any cash that is available in the Company:

(i) Payment of all liabilities of the Company (including but not limited to liabilities related to taxes, Direct Operating Expenses, Advisory Fees and amounts drawn under the revolving credit facility);

(ii) Payment of Class A Target Dividends, pro rata to the dividends for each Series of Class A Shares;

(iii) Payment to the Class A Shares, an amount equalling their respective Issue Price, pro rata to the Issue Prices of each Series of Class A Shares;

(iv) Payment of Class B Target Dividends, pro rata to the Class B Target Dividends for each Series of Class B Shares;

(v) Payment to the Class B Shares, an amount equalling their respective Issue Price, pro rata to the Issue Prices of each Series of Class B Shares;

(vi) Payment to the Class C Shares an amount equalling their respective Issue Price plus cumulative aggregate dividends allocated to the relevant Series of Class C Shares and capitalised, pro rata to the Issue Prices of each Series of Class C Shares;

(vii) Payment of the accrued Investment Advisor's Incentive Bonus subject to the provisions of the Investment Advisory Agreement; and

(viii) the remainder as Complementary Dividends to the Class A, Class B and Class C Shares, pro rata to the respective NAV of each Class of Shares at the beginning of the relevant calendar year multiplied by a weighting factor (Class A Shares factor = 1; Class B Shares factor = 2; Class C Shares factor = 3); the amounts so allocated as Complementary Dividends to each Class of Shares are allocated within each Class to the relevant Series of each Class pro rata to their respective NAV at the beginning of the relevant calendar year.

Art. 29. Amendments to the Articles. At any General Meeting of Shareholders, convened in accordance with the Articles of the Company or the laws, for the purpose of amending the Articles of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of the Company, the quorum shall be at least three quarters (3/4) of all the Shares issued and outstanding. If the said quorum is not present or represented at a first meeting, a second meeting may be convened the quorum for which shall be at least one half (1/2) of all the Shares issued and outstanding. If the said quorum is not present or represented, a third meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed resolutions to be adopted, and save as otherwise provided by applicable Luxembourg law, a two thirds (2/3) majority of the votes cast by the Shareholders present or represented is required at any such general meeting.

Notwithstanding the above, the transfer of registered office of the Company outside the Grand Duchy of Luxembourg (unless where the Articles provided that this would not result in a change of nationality) and/or the increase in Shareholder's undertakings may only be decided with the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 30. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 31. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the SIF Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Subscription and Payment

The Shares have been subscribed and issued as follows:

KfW, a public law institution (Anstalt des öffentlichen Rechts), established under the laws of the Federal Republic of Germany, having its principal address at Palmengartenstrasse 5-9, 60325 Frankfurt am Main, Federal Republic of Germany, acting on its own name but for the account of the Federal Republic of Germany, represented by the German Ministry for Economic Cooperation and Development (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung) ("BMZ"), has subscribed to 3.1 Class C Shares fully paid up in cash for an amount of 31,000 EUR.

As a consequence the Company has at its disposal an amount of 31,000 EUR of which evidence has been shown to the undersigned notary who expressly states this.

Transitory provisions

The first accounting year of the Company shall begin at the date of its incorporation and shall end on 31 December 2013.

The first annual general meeting of shareholders shall be held in the year 2014.

Resolutions of the Sole Shareholder

The appearing party, represented as stated above, representing the entire subscribed capital, takes the following resolutions:

First resolution

The following person is elected as chairman of the Board of Directors for a period ending at the sooner of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2014 or the ordinary general meeting of Shareholders following the establishment of existence of more than one Shareholder as per article 14 of the Articles of the Company:

- Mr Christian Haas, born in 1969 on 20h June, Head of Municipal Infrastructure Division Europe and Turkey, professionally residing at KfV, Palmengartenstrasse 5-9, 60325 Frankfurt am Main, Federal Republic of Germany;

The chairman of the Board of Directors will receive no remuneration.

The following person is elected as member of the Board of Directors for a period ending at the sooner of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2014 or the ordinary general meeting of Shareholders following the establishment of existence of more than one Shareholder as per article 14 of the Articles of the Company:

- Mr Patrick Goodman, born in 1963 on 14 August, Partner, professionally residing at Innpack, 5 rue Jean Bertels L-1230 Luxembourg;

The director will receive no remuneration.

The following person is elected as member of the Board of Directors for a period ending at the sooner of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2014 or the ordinary general meeting of Shareholders following the establishment of existence of more than one Shareholder as per article 14 of the Articles of the Company:

- Mr Arnaud Gillin, born in 1977 on 25 December, Partner, professionally residing at Innpack, 5 rue Jean Bertels L-1230 Luxembourg;

The director will receive no remuneration.

Second resolution

The registered office of the Company shall be at 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

PricewaterhouseCoopers, 400 route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg is appointed as approved auditor (réviseur d'entreprise agree) of the Company for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in the year 2014.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its organisation are estimated at approximately two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the party appearing, who is known to the notary by its surname, name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Signé: C. Hertz, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 21 décembre 2012, REM/2012/1682. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 15 janvier 2012.

Référence de publication: 2013007965/806.

(130008781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**Kieger (Luxembourg) SA, Société Anonyme,
(anc. Pollux Funds S.A.).**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 11, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 144.481.

—
In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of January.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

"Kastor A.G.", a company incorporated and existing under the laws of the Swiss Confederation, having its registered office at Hafnerstrasse 24, CH-8005 Zurich, Switzerland,

duly represented by Mr. Arthur Philippe, professionally residing in 41, rue de l'Ecole, L-8353 Garnich, Grand Duchy of Luxembourg

by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Pollux Funds S.A. (the "Company"), a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) qualifying as a management company, governed by chapter 16 of the Luxembourg law of 17 December 2010, having its registered office at 11, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the R.C.S. Luxembourg under number B 144.481, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 29 January 2009, and whose articles of incorporation (the "Articles") were published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C") on 16 February 2009 under number 333.

The Sole Shareholder declares having been informed of the agenda beforehand and declares having waived all convening requirements and formalities.

The Sole Shareholder representing the whole share capital of the Company requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to modify the denomination of the Company from "Pollux Funds S.A." to "Kieger (Luxembourg) SA".

Second resolution

The Sole Shareholder consequently resolves to amend article one of the Articles which shall read as follows:

"There exists a company in the form of a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (and in particular, the amended law dated 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law") and by the present articles (the "Articles") under the name of "Kieger (Luxembourg) SA" (the "Management Company")."

Third resolution

The Sole Shareholder further resolves to amend the last paragraph of article two of the Articles so as to replace the references to the law of 20 December 2002 by references to the law of 17 December 2010; the amended last paragraph of article two of the Articles shall henceforth read as follows:

"The Management Company may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth by the 2007 Law and in accordance with chapter 16 of the Luxembourg law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as it may be amended from time to time (the "2010 Law")."

Fourth resolution

The Sole Shareholder consequently resolves to amend article twenty of the Articles which shall henceforth read as follows:

"All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law and, to the extent applicable, the 2010 Law."

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

Whereof, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le neuf janvier.

Par devant Nous Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

"Kastor A.G.", une société constituée et existante sous les lois de la Confédération Suisse, ayant son siège social au Hafnerstrasse 24, CH-8005 Zurich, Suisse,

dûment représentée par Monsieur Arthur Philippe, ayant sa résidence professionnelle au 41, rue de l'Ecole, L-8353 Garnich, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante est l'actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique") de Pollux Funds S.A. (la "Société"), une société anonyme luxembourgeoise, ayant qualité de société de gestion régie par le chapitre 16 de la loi du 17 décembre 2010, ayant son siège social au 11, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 144.481, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 29 janvier 2009 et dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C") en date du 16 février 2012, numéro 333.

L'Actionnaire Unique déclare avoir été préalablement informé de l'ordre du jour et déclare avoir renoncé aux formalités et exigences de convocation.

L'Actionnaire Unique représentant l'intégralité du capital social requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide de modifier la dénomination de la Société de "Pollux Funds S.A." à "Kieger (Luxembourg) SA".

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide par conséquent de modifier l'article 1 des Statuts qui se lira comme suit:

"Il existe, une société sous la forme d'une société anonyme régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg (et en particulier, la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la "Loi de 1915") et par les présents statuts (les "Statuts") sous le nom de "Kieger (Luxembourg) SA" (la "Société de Gestion")."

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide de plus de modifier le dernier paragraphe de l'article deux des Statuts afin de remplacer les références à la loi du 20 décembre 2002 par des références à la loi du 17 décembre 2010; le dernier paragraphe tel que modifié de l'article deux des Statuts se lira dorénavant comme suit:

"La Société de Gestion peut exercer toutes les activités réputées utiles pour l'accomplissement de son objet, dès lors qu'elle reste dans les limites de la Loi de 2007 et conformément aux dispositions du chapitre 16 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif telle qu'elle peut être modifiée de temps à autres (la "Loi de 2010")."

Quatrième résolution

L'Actionnaire Unique décide par conséquent de modifier l'article vingt des Statuts qui se lira dorénavant comme suit:

"Toutes les matières non régies par les présents Statuts seront régies conformément à la Loi de 1915 et la Loi de 2007, et si applicable, la Loi de 2010."

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française, à la demande de cette même personne, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Sur quoi le présent acte a été fait à Luxembourg, à la date mentionnée au début du présent acte.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante dont le notaire connaît le nom, prénom, état civil et résidence, le mandataire susmentionné a signé le présent acte ensemble avec Nous le notaire.

Signé: A. PHILIPPE, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 janvier 2013. Relation: EAC/2013/504. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013008049/106.

(130008775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.